L'HUMANITÉ rouge

Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés, UNISSEZ-VOUS !

2 F

Adresse : L'HUMANITE ROUGE
B.P. 365
75064 PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LENINISME
ET DE LA PENSEE-MAOTSETOUNG

6e ANNEE
JEUDI 16 MAI 1974
N° 230

NI GISCARD, NI MITTERRAND

NI LA PESTE, NI LE CHOLERA !

Rejetez vos illusions

PREPAREZ-VOUS A LA LUTTE

Dans l'annuaire des dignitaires de la Francisque la plus haute décoration décernée par Pétain

N° 250 - GISCARD D'ESTAING René
Conseiller d'Etat - né le 19-2-1891 à Clermont-Ferrand - domicilié à Royan.

N° 918 - GISCARD D'ESTAING Edmond
Président de Compagnie d'Assurances - né le 29-3-1894 à Clermont-Ferrand - domicilié à Paris, 101 avenue H.-Martin.

N° 2 202 - MITTERRAND François
Délégué du Service National des Etudiants - né le 26-10-1916 à Jarnac (Charente) - domicilié 20 rue Nationale à Vichy.

GISCARD RÉSISTANT ?

LE COMBATTANT

A 16 ans, Valéry GISCARD d'ESTAING rejoint la résistance et participe à la libération de Paris. Engagé volontaire à 18 ans comme 2e classe dans la 1re armée, il fait les campagnes de France et d'Allemagne et obtient la croix de guerre.

dans son dépliant publicitaire Giscard

Dans sa profession de foi distribuée aux électeurs, la biographie de Giscard d'Estaing mentionne :

« A seize ans, il sert dans la Résistance et participe à la libération de Paris.

Engagé volontaire à dix-huit ans dans la 1re Armée. Campagnes de France et d'Allemagne. Croix de guerre ».

Voilà donc Giscard grand combattant de la Résistance ! Or, dans une interview à l'*Expansion* de février 73, le même Giscard était un peu plus modeste sur cette période de sa vie. Il déclarait :

« J'ai rencontré à cette époque les dirigeants du groupe "Défense de la France". J'avais seize ans et je n'ai pas eu de responsabilités dans ce groupe, mais on m'a confié des tâches modestes de liaison et de transport et, une fois, de transport d'armes. »

Quant à sa « participation à la libération de Paris » : *« J'ai assisté à l'entrée de Leclerc à Paris. J'étais place de l'Hôtel-de-Ville quand les premières unités sont arrivées. »*

Le 25 août 1944, il était encore... sur le trottoir des Champs-Elysées, avec sa mère, pour regarder, parmi la foule, le général de Gaulle.

Pourtant, cette époque a profondément marqué le jeune Giscard, puisqu'il déclare, toujours à l'*Expansion* :

« De cette époque, j'ai gardé l'horreur des violences civiles ».

Bref, un excellent « résistant », qui a aussi le culot de penser que tout le monde a « participé » aussi facilement que lui à la libération de Paris :

« J'ai eu la conscience très aiguë, au moment de la libération de Paris, que nous étions au total très peu nombreux à combattre, et que si les Allemands avaient voulu nous liquider, ils le pouvaient avec leurs moyens blindés. »

Sur sa campagne de France et d'Allemagne, Emmanuel d'Astier de la Vigerie (son lointain cousin), porte le jugement suivant :

« Il a compris qu'il fallait participer au morceau de bravoure de son époque, guerre et libération, et qu'il fallait prendre parti pour ne pas être déconsidéré. Ce n'est pas tant l'aventure que la circonstance historique et le devoir. »

Et Giscard lui-même a dit : *« Ce qui m'angoissait, c'était la participation ou la non-participation aux événements »* (cité par Bassi dans son livre sur Giscard, p. 19).

Giscard : l'homme qui a toujours su signer sa carrière !

VIENT DE PARAITRE

CAMBODGE COMBATTANT

Brochure éditée par « l'Humanité Rouge »

retraçant la lutte héroïque du peuple cambodgien.

prix : 4,50 F

Dès maintenant passez vos commandes.

Les folles espérances du révisionnisme

Il est des gens qui prennent leurs rêves pour des réalités. Les révisionnistes sont de ces gens-là. Ils rêvent de voir la Chine sombrer dans le révisionnisme et tomber sous la coupe du social-impérialisme. Alain Roux nous en donne l'exemple dans le numéro de « France-Nouvelle » du 8 mai.

M. Roux prend pour cible la critique en cours de Confucius et Lin Piao dont il prétend faire le bilan. Que Roux cherche à la dénaturer, à la calomnier, il n'y a là rien d'étonnant. Elle constitue un coup dur pour les espérances du révisionnisme. En consolidant et en approfondissant les acquis de la Révolution culturelle, elle constitue une défaite pour le révisionnisme.

M. Roux écrit : *« Les masses n'y participent guère ou, si elles y participent, n'y apportent que peu de conviction »*. Comprenez que par ces quelques lignes M. Roux cherche à accréditer l'idée que les « masses » chinoises commencent à « en avoir assez » de la ligne révolutionnaire du président Mao et que la critique de Confucius et Lin Piao ne les concerne pas. Le seul ennui pour ce M. Roux, c'est que la critique de Confucius et Lin Piao est l'affaire et voit la participation intense de millions d'ouvriers, de paysans et de soldats chinois, qu'il s'agit d'une lutte des masses chinoises qui se développe dans tous les domaines. M. Roux tient tellement à son idée qu'il y revient une fois encore et écrit : *« Cette fois-ci, les masses semblent bien être restées quasi indifférentes, car le ressort se détend que l'on utilise trop souvent »*. On veut ainsi faire croire en une coupure entre les masses et la ligne révolutionnaire du président Mao.

Car voyez-vous, la critique de Confucius et Lin Piao serait une *« fausse réponse à des problèmes réels »*. Et là on nous ressort l'image d'une Chine arriérée, l'image qu'a voulu en donner Antonioni : *« Le socialisme chinois avance, certes, mais avance lentement. La Chine vient à peine de décoller hors de la zone de la misère et de la famine »*. Les révisionnistes cherchent par tous les moyens à cacher les progrès de l'édification du socialisme, à faire croire en une stagnation pour faire passer l'idée de l'échec de la ligne révolutionnaire du président Mao.

Mais ceci vise encore un autre but. La Chine ne pourrait pas progresser sans *« l'aide des seuls pays dont l'aide soit désintéressée, des pays socialistes »*. Par « pays socialistes », entendez le social-impérialisme. Autrement dit, la Chine ne pourrait pas se développer sans la domination social-impérialiste. *« Aide désintéressée »* dont le pillage des pays de l'Europe de l'Est offre l'image éloquente. Mais les révisionnistes ont besoin de donner de la Chine l'image d'un pays arriéré pour d'autres raisons encore :

« ... l'enthousiasme suscité par les campagnes politiques devient opium qui endort la souffrance et fait rêver. La poussière, qui s'élève sur les champs de bataille douteux de la Révolution culturelle et de ses séquelles, masque la lenteur de la marche à suivre. »

La Révolution culturelle, la critique de Confucius et Lin Piao serviraient à masquer ce prétendu Etat arriéré. Voilà pourquoi il leur faut mentir, donner une vision mensongère du socialisme. Voilà pourquoi Antonioni leur est si précieux.

Mais ce n'est pas tout. Alain Roux écrit :

« Froidement, les dirigeants chinois ont choisi de maintenir une tension artificielle en Chine en multipliant les points de conflits fallacieux : tension à la frontière avec l'U.R.S.S. accompagnée par un goût marqué pour le maintien et le durcissement des blocs militaires actuels comme si l'on avait quelque nostalgie du temps de la guerre froide ; tension à l'intérieur avec cette guerre des classes factice inaugurée dès avant la Révolution culturelle où l'on s'en prend à une « nouvelle bourgeoisie » que seraient les cadres du Parti. Tension idéologique extrême aussi. »

Tout cela a été « inventé » par le président Mao pour cacher le fameux « état d'arriération ». « Inventée » sans doute aussi la présence de plus d'un million de soldats du social-impérialisme à la frontière chinoise ? « Inventée » l'occupation de la Mongolie par les troupes du social-impérialisme ? Le délire anti-chinois du révisionniste Alain Roux est sans bornes. Mais il leur faut mentir pour une autre raison encore :

« Tout se passe comme si l'on cherchait artificiellement à retarder l'inévitable, comme si l'on s'efforçait d'empêcher le plus longtemps possible les masses et surtout le P.C.C. et ses cadres de tirer les conséquences politiques logiques de la pratique suivie, ce qui, inévitablement, rapprocherait la Chine des autres pays socialistes. »

La critique de Confucius et Lin Piao servirait ainsi à retarder le moment où les conclusions de « l'échec » seraient tirées et où la Chine se mettrait sous la baguette social-impérialiste. Le seul ennui pour ce petit M. Roux, comme pour tous les révisionnistes, c'est que les masses chinoises, sous la direction du P.C.C. et du président Mao, en participant à la critique de Confucius et Lin Piao, combattent le révisionnisme, préviennent le danger de restauration du capitalisme. Dans cette lutte, le peuple chinois renforce son unité et avance dans l'édification du socialisme.

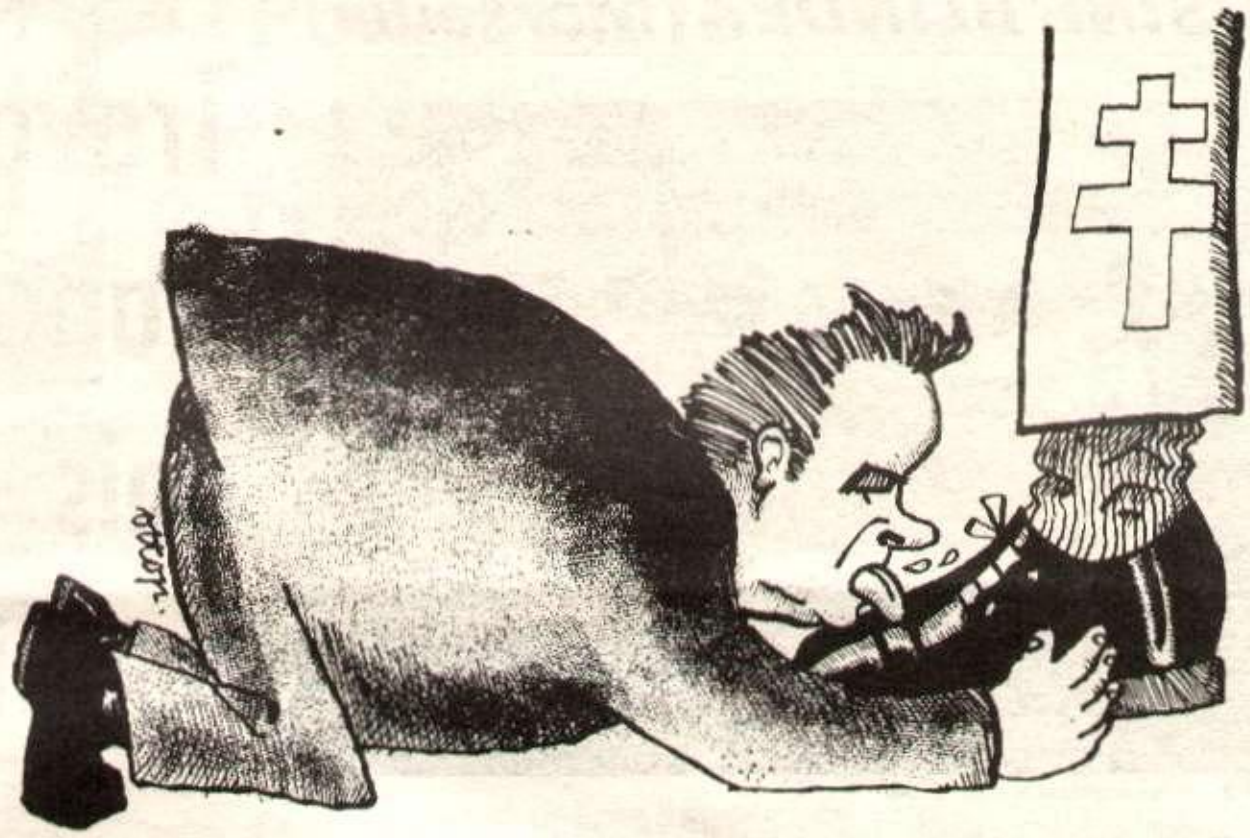
Les révisionnistes nourrissent de folles espérances. Ne voit-on pas ce Roux écrire :

« Les camarades chinois sont encore très loin, trop loin. Les positions de la Chine en matière internationale sont inacceptables et doivent être sévèrement critiquées par les partis léninistes. Mais peut-être, un jour... »

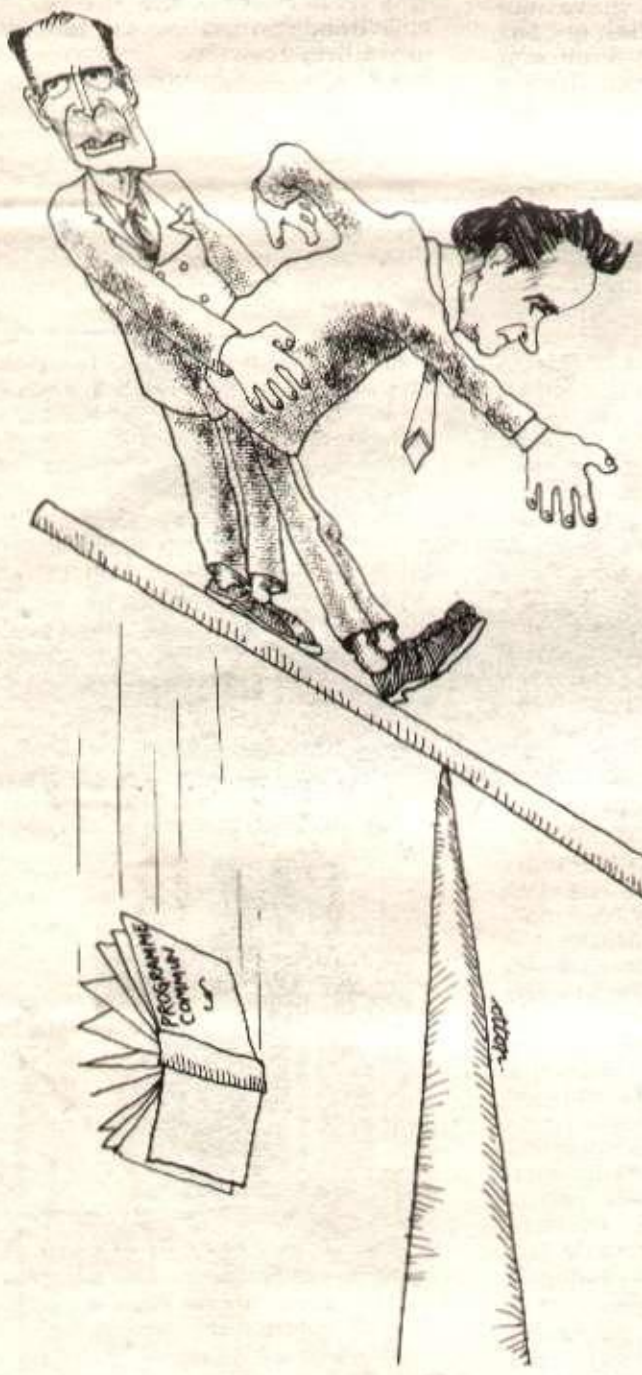
Nous pouvons leur prédire que ce jour-là n'arrivera pas et qu'ils se préparent de bien grandes désillusions.

En participant à la lutte contre Confucius et Lin Piao, le peuple chinois détruit un peu plus chaque jour ces espérances. Et c'est bien ce qui fait délirer M. Roux.

Editorial



Tous les moyens de propagande de la bourgeoisie sont mis en œuvre pour donner aux élections un intérêt démesuré et maintenir cette idée fausse : tout dépend du résultat du scrutin. Alors est-il vrai que l'avenir des travailleurs de notre pays soit suspendu à l'élection de l'un ou de l'autre candidat ? Beaucoup de gens le croient et cela fait partie de la formidable mystification électoraliste en cours. Certes le choix du personnel politique chargé d'assumer la direction de l'État capitaliste a son importance mais il est faux de croire que l'avenir de notre pays en dépend totalement. Pour d'authentiques marxistes, la lutte des classes est le moteur de l'histoire et la question fondamentale est de savoir qui détient le pouvoir politique. Or est-ce que l'opposition entre Giscard et Mitterrand, c'est l'opposition entre deux classes différentes ? L'un et l'autre sont des représentants éprouvés de la bourgeoisie réactionnaire. Pour le premier les choses sont claires pour la grande masse du peuple travailleur. Pour le second par contre, il n'en va pas de même. Grâce à l'influence néfaste des dirigeants révisionnistes du P.C.F. il apparaît maintenant comme le représentant des aspirations populaires et malgré le caractère démagogique de ses discours, certains vieux communistes se laissent même prendre au jeu et voient en lui un « démocrate »et un partisan convaincu du socialisme. Nous ne rappellerons pas ici le passé éloquent de Mitterrand, nous l'avons fait précédemment. Quoi qu'il en soit, Mitterrand ne peut faire autre chose qu'une politique correspondant aux intérêts de sa classe et ces intérêts sont inconciliables avec ceux du prolétariat et des autres travailleurs. Pendant un temps, le groupe révisionniste de Georges Marchais a tenté de faire croire que Mitterrand est « tenu » par le « Programme commun ». Chacun peut se rendre compte aujourd'hui que le « Programme commun » aura surtout été l'attrappe nigaud destiné à forger l'image de marque du Parti socialiste à l'intention des masses et à justifier l'alliance électoraliste sans principe passée par les dirigeants du P.C.F. Nous annoncions voici quelques mois sa décomposition. Il est permis aujourd'hui de dire qu'il est à l'agonie. Le plus grand souci de Mitterrand c'est de se dégager du « Programme commun » pour rassurer l'électorat de droite ; le plus énorme c'est que maintenant les dirigeants du P.C.F. lui prêtent main-forte : regardez le rapport présenté devant le dernier Comité central du P.C.F., pas une seule référence au Programme commun ! Cela montre à quel point un tel « programme » est électoraliste. Aujourd'hui, Mitterrand a fait le plein des voix ouvrières, pourquoi s'embarrasserait-il plus longtemps. Et demain s'il était élu avec la confiance populaire « garantie » par le P.C.F., pourquoi se sentirait-il tenu ? D'autant que les dirigeants révisionnistes eux-mêmes sont prêts à tous les reniements du fait de leur opportunisme. Accrochés à F. Mitterand comme à leur dernière planche de salut pour justifier leur thèse antimarxiste et antiléniniste du passage pacifique au socialisme, ils sont prêts à tous les compromis pour le faire élire. Ces derniers jours, dans son affolement devant un échec de Mitterrand au second tour, Georges Marchais s'est livré à une gymnastique désordonnée qui a montré une nouvelle fois où mène l'électoralisme sans principe. Après avoir, dans son rapport du 8 avril, déclaré que Giscard était plus démocrate que l'U.D.R., (à l'époque Chaban partait gagnant) voilà qu'aujourd'hui les dirigeants du P.C.F. n'ont pas de paroles assez élogieuses pour les gaullistes « désireux de changement », « d'indépendance » et patati et patata. Qui plus est la dépendance totale vis-à-vis des élections dans laquelle se trouve engagé le P.C.F. a amené les dirigeants révisionnistes français à faire ce que l'occupation de la Tchécoslovaquie ne leur avait même pas tiré : une protestation contre l'attitude de l'U.R.S.S.



Ceux-ci, tout à leurs intérêts de superpuissance impérialiste, cherchent l'appui des gouvernements en place en Europe ; estimant Giscard vainqueur, ils ont pris les devants en espérant bien en tirer quelque reconnaissance. Cela montre le peu d'estime dans lequel ils tiennent le P.C.F. qui doit marcher à la baguette et c'est tout. Quant à la protestation du P.C.F., elle ne montre pas seulement la dépendance vis-à-vis des élections des dirigeants révisionnistes mais plus profondément elle reflète l'opposition à la politique des dirigeants soviétiques qui existe et se développe à la base. Sans doute aussi que le groupe de Georges Marchais va chercher à échapper à ses responsabilités écrasantes au lendemain des élections.

Quant aux authentiques communistes, leur tactique est claire, l'avenir ne peut manquer de nous donner raison. L'électoralisme agit aujourd'hui comme un opium du peuple destiné à lui faire placer ses espoirs dans les élections bourgeoises et dans des représentants de la bourgeoisie. Dès maintenant, il faut combattre Giscard comme la peste, Mitterrand comme le choléra et tous les deux comme les représentants de l'ennemi de classe du prolétariat. Dès maintenant, il s'agit de travailler et détruire les illusions électoralistes et à préparer idéologiquement les masses à la nécessaire et inévitable révolution prolétarienne, seule voie sûre conduisant au socialisme et à l'émancipation complète des opprimés.

ECOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES

PÉKIN

Heures de Paris	Longueurs d'onde en m
19 h 30 - 20 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30	sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.

TIRANA

Heures de Paris	Longueur d'ondes en m
6 h	
16 h	
17 h	sur 31 et 42 m ;
19 h	
21 h	
22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30	sur 31 et 41 m.

USINE BLINDEX (Marseille)

Travailleurs français, immigrés unis dans la grève depuis le 17 avril

Tête de la manifestation du 9 mai.

Qui est Blindex ? Une usine de batteries d'accumulateurs au plomb où quatre-vingts travailleurs dont vingt immigrés et douze femmes ont des conditions de travail effroyables, vu les risques encourus dans les manipulations de l'acide sulfurique, du plomb et de l'acétone (en cinq ans plus de vingt-cinq cas de saturnisme, sans compter de nombreux cas de début de cette maladie non reconnue).

Pas de sécurité, pas d'aspiration, distance entre les machines 60 cm, et on parle de la réduire en ajoutant d'autres machines sans engager du personnel, ce qui a déjà été fait. Exemple : à la sortie du four où il y avait trois personnes, il y en a maintenant plus qu'une ; ou encore à la fonderie on veut les faire travailler sur deux machines à la fois (double production pour le même salaire).

Et en prime...

Quatre frères, patrons esclavagistes qui diffusent à profusion :

— Des brimades ;
— Des mises à pied arbitraires ;
— Des licenciements, des intimidations ;
— Des contrôles au water pour empêcher de fumer.

Ces patrons ont fait travailler pendant des années des travailleurs sans les déclarer.

Des patrons champions de la division :

— Vestiaires séparés pour Français-immigrés ;
— Vestiaires féminins utilisés par les patrons ;
— Pour un même travail et une même ancienneté, salaire différent ;
— Certains sont déclarés manutentionnaires, d'autres soudeurs, tout en ayant la même fonction ;
— Jusqu'au mois de mars 1974, il n'y avait aucune organisation syndicale dans l'entreprise. Dès que les travailleurs essayaient de s'organiser on les vidait.

La lutte

— Au début de l'année après que les patrons eurent baissé autoritairement le taux horaire de tous, soi-disant compensé par une prime de quart. Des travailleurs demandaient à des militants marxistes-léninistes de les aider à s'organiser en section syndicale, ce qui fut fait debut mars avec le concours de la C.F.D.T.

— A la paye du 9 avril, les patrons suppriment la prime d'acide.

— Le 17 avril, les ouvriers réclament leur prime. Réponse des patrons : mise à pied pour un travailleur qui avait demandé son dû plus fort que les autres.

— Riposte des travailleurs immigrés : ils quittent l'usine sur le champ. L'après-midi ils reviennent accompagnés de camarades de la C.F.D.T. pour expliquer aux ouvriers français la raison de leur grève et la nécessité de s'unir dans le combat commun. La majorité des travailleurs est sortie.

Travailleurs français-immigrés, une seule classe ouvrière

— Jeudi 18 avril, tous les ouvriers et ouvrières sont en grève, sauf les cadres, petits chefs et mouchards qui iront plus tard se syndiquer à F.O. Ce jour-là a lieu une entrevue avec les quatre patrons et les revendications sont posées :

— Un quart d'heure de douche compris dans le temps de travail ;
— Une demi-heure de pose ;
— Election des délégués du personnel ;
— Suppression des mises à pied ;
— A travail égal, salaire égal ;
— Reclassement systématique des ouvriers atteints de saturnisme et reconnaissance que c'est une maladie professionnelle ;
— Réajustement des salaires à leur ancien niveau ;
— Paiement intégral des journées de grève.

Les patrons acceptent de mettre à l'étude l'application de la convention collective, mais refusent catégoriquement le réajustement du taux horaire et le paiement des jours de grève.

De la révolte à l'organisation

— Les ouvriers durcissent leurs positions et ce qui au départ n'était qu'une révolte devient une grève organisée.

Ils prennent conscience de leur force et bloquent jour et nuit l'accès à l'usine. Les patrons cherchent à intimider les travailleurs.

— Nombreux contrôles de C.R.S., gardes mobiles mitraillettes aux poings, huissiers, photographes, et de plus traînent les ouvriers et la section syndicale devant le tribunal des référés, poussant même la culot jusqu'à demander outre la levée du piquet de grève, des indemnités pour son manque à gagner (ce qui constitue une atteinte au droit de grève).

— Les lettres de licenciements pleuvent. Un patron fonce en voiture sur le piquet de grève, blessant deux grévistes.

Le soutien

Le soutien a été organisé dans le cadre de nombreux comités. Des collectes ont été faites dans différents quartiers de Marseille, à l'entrée des entreprises et à l'occasion de meetings tenus à Marseille, notamment celui de l'*Humanité Rouge* et de la Gauche Révolutionnaire, le 30 avril. Meeting au cours duquel une ouvrière de Blindex expliqua la lutte de ses camarades. Il faut aussi noter la solidarité active d'un paysan marxiste-léniniste de l'*Humanité Rouge* qui faisant sienne la lutte des ouvriers de Blindex, leur fit parvenir plus de 100 g de pommes de terre et des cageots de légumes.

— La majorité des grévistes participent activement à la grève, qui au piquet, qui aux collectes, qui aux interventions, et tous se réunissent en assemblée générale pour dresser des bilans et prendre les décisions qui s'imposent pour la conduite de leur mouvement.

Le commando fasciste en action.

— Le lundi 6 mai, aux alentours de 7 h 30, les patrons à la tête d'un commando fasciste suivi des non-grévistes s'avance calmement vers le piquet de grève, puis soudain les nervis sortent barres de fer et nerfs de bœuf et agressent avec violence les ouvriers surpris. Quatre d'entre eux seront blessés dont une déléguée de la C.F.D.T. qui est encore à ce jour hospitalisée.

— La police, présente, n'intervient pas et n'arrête surtout pas les mercenaires fascistes qui ont encore leurs armes à la main. Pourtant cette même police arrêtera le lendemain deux travailleurs immigrés grévistes et les bastonnera.

Du lundi au jeudi le patron ne voudra pas négocier mais par contre il tentera d'incessantes provocations, cherchant par tous les moyens à faire s'affronter grévistes et non-grévistes par l'intermédiaire des chefaillons et par une alternative de propositions de discussions démenties les unes après les autres par le jeu des quatre patrons paraissant les uns après les autres.

— Jeudi 9 mai, à l'appel des travailleurs de Blindex, de l'Union locale et départementale de la C.F.D.T. et des comités de soutien une manifestation a lieu du boulevard Oddo jusque devant l'usine au haut de la viste traversant les quartiers ouvriers dont celui de Saint-Louis. Tout au long du passage la population marqua sa solidarité avec les grévistes en répétant leurs mots d'ordre :

« Jeantey patron fasciste, raciste et assassin. »
« A travail égal, salaire égal. »
« Travailleurs français-immigrés une seule classe ouvrière. »
« Blindex, combat de tous les travailleurs. »

Le lendemain les négociations s'ouvraient et les travailleurs obtenaient :

— 50 centimes d'augmentation du taux horaire, ce qui n'est qu'un début de l'application de la convention collective ce qui n'est pas un luxe.

Un des patrons filmant à la caméra avec l'aide d'un mercenaire fasciste.

Mais toujours rien sur les licenciements et la répression. Ces négociations reprendront lundi 19 mai.

A l'heure actuelle les travailleurs restent mobilisés, ainsi que les comités de soutien et sont déterminés à se battre jusqu'à la victoire.

(*Suite page* 5)

RENAULT (Le Mans)

La grève du Caproni

Le 9 avril, les travailleurs du bâtiment Caproni se sont mis en grève illimitée sur le tas. Ils ont choisi eux-mêmes cette forme d'action : comme l'ont écrit les bonzes révisos, ils n'ont « pas cru bon retenir celles proposées par la C.G.T. », c'est-à-dire de baisser les rythmes de production. Cette forme d'action a été décidée dans l'unité, et a été votée y compris par les militants C.G.T. et P.C.F. de l'atelier.

Autre preuve de l'unité des travailleurs : la revendication — passage du coefficient 170 au coefficient 180 — a été soutenue par la toute minorité des P 2 qui ont fait grève, alors qu'ils sont déjà à plus de 180.

Cependant, cette grève a été un échec : les travailleurs ont repris après huit jours pleins de grève avec seulement le 170 maxi, mesure qui avait été proposée par la direction au bout de cinq heures de grève !

Comment cela a-t-il été possible ? Les deux ennemis à combattre par les travailleurs étaient la direction de l'usine et les chefs révisionnistes.

Vis-à-vis de la direction, une erreur a été commise : celle de ne pas occuper l'atelier pendant la nuit (sauf la première nuit). Ce qui a permis à la direction de faire affûter les outils à l'extérieur. Cette erreur n'a cependant pas été déterminante, les outils affûtés à l'extérieur n'ont été utilisés qu'après la reprise du travail.

En fait, l'obstacle principal pour les travailleurs ce n'était pas les manœuvres de la direction, mais celles des chefs révisionnistes. Ces derniers ont tout fait pour isoler et démoraliser les grévistes.

De les isoler : Pour tenter de montrer que la grève du Caproni s'opposait à l'intérêt général, la direction C.G.T. a insisté lourdement sur le fait que la direction ait suspendu des négociations en cours sur les salaires à cause de la grève des affûteurs. Il s'agit là d'un argument fallacieux : ces négociations à froid ne donnent jamais rien de valable, au contraire, la « concertation » est une arme antigrève qu'excellent à manier de concert la direction et les chefs révisionnistes. (Chez Renault, il y a toujours de la négociation dans l'air, soit présente, soit sur le point de s'ouvrir, etc. Cela sert à désamorcer les grèves ou à les orienter sur une voie de garage. L'objet de la négociation est choisi par la direction et les bonzes révisos, sans rapport avec les aspirations des travailleurs, ou même sur un sujet susceptible de les diviser, comme les horaires ou les classifications. Si la colère monte, il n'y a plus qu'à canaliser le mouvement vers les négociations, et le tour est joué.)

Au contraire, les chefs révisionnistes se sont bien gardé de populariser certains faits susceptibles de pousser à la solidarité, comme celui-ci par exemple : la direction avait déclaré au début de la grève qu'elle ne céderait pas... car ensuite elle devrait céder partout ailleurs !

De les démoraliser : Jamais l'on avait autant vu les bonzes Augzt et Boustouler dans l'atelier. C'est qu'en effet ils ne pouvaient compter sur les cégétistes locaux pour faire le sale boulot, ces derniers étant souvent parmi les grévistes les plus durs.

Qu'y faisaient-ils ? ils propageaient des idées comme « il ne faut pas exclure que la direction aille jusqu'au lock-out », « la grève illimitée est l'arme ultime des travailleurs et il faut la manier avec précaution », etc.

Dans les tracts distribués au Caproni, ils ne prenaient même pas le soin de dissimuler leur opposition à la grève : écoutez ce morceau de bravoure électoraliste : « La grande bourgeoisie peut trouver intérêt à une épreuve de force chez Renault, ceci à des fins politiques qui vont bien au-delà des intérêts des travailleurs de la Régie. Aussi les affûteurs doivent avoir conscience de leurs responsabilités dans la conjoncture actuelle pour se déterminer quant aux suites à donner à ce conflit. »

Cette belle phrase avait pour but de faire accepter un compromis négocié dans le dos des travailleurs un vendredi soir sans que personne soit au courant, mais que personne n'a osé soumettre au vote. Car un des buts de la présence permanente des bonzes C.G.T. extérieurs à l'atelier était aussi celui-là : prendre bureaucratiquement la tête du mouvement en se plaçant sans autre forme de procès en tête des délégations, et même en choisissant pour les délégations les cégétistes les plus suivistes.

C'est ainsi que lorsqu'ils ont vu que suite à leur travail de sape la situation était mûre pour eux, ils ont organisé un vote à bulletin secret qui a donné la reprise par cinq voix d'écart.

Bien sûr, tout cela n'est pas allé sans résistance des travailleurs, un fort courant de méfiance existant à l'égard des « chefs » C.G.T. C'est ainsi que pour s'opposer à l'isolement, des travailleurs ont parcouru l'usine pour populariser ; il est arrivé aux chefs révisionnistes de se faire demander ce qu'il faisait là...

Mais ce courant de méfiance ne s'est pas concrétisé en une organisation autonome des grévistes qui seule aurait pu saper à la base le rôle négatif des chefs révisos : face à des travailleurs dont le noyau dur était conscient de leur trahison, mais par ailleurs inorganisés, les chefs C.G.T. ont eu le dernier mot.

Le résultat de cet échec, c'est la démoralisation des travailleurs. Mais la compréhension de cet échec pourra être un pas en avant. Ne doutons pas qu'il sera fait ; dans un document interne, les chefs révisionnistes écrivent : « Le conflit de l'affûtage mérite également une analyse approfondie, diférents courants d'appréciations se faisaient jour parmi le personnel du 86 et aussi chez nos syndiqués ».

Nous n'avons pas encore parlé de la C.F.D.T. : ses militants à l'affûtage n'ont été ni moins fermes, ni plus fermes que la moyenne ; la direction C.F.D.T., fait positif, s'est abstenue de passer par-dessus la tête de ses militants de l'affûtage. Un point négatif : un tract reprenant l'idée révisionniste selon laquelle les travailleurs lutteraient pour négocier, et non pour la satisfaction des revendications, et présentant à la sauce réformiste la revendication des affûteurs : ce qui aurait été en cause dans la grève, ce n'aurait pas été les salaires, mais « la promotion et l'évolution de carrière des ouvriers ». Cette idée est directement tirée de l'arsenal idéologique de la bourgeoisie et des révisionnistes : quelle « promotion sociale » est possible pour les ouvriers dans le cadre du capitalisme ? Cela s'oppose de front à la thèse révolutionnaire marxiste-léniniste selon laquelle « les ouvriers n'ont rien à perdre que leurs chaînes », thèse confirmée chaque jour par les faits, y compris chez Renault : ne voit-on pas au contraire que le travail devient chaque jour plus simple, plus mécanique, qu'il n'y a pas qualification et promotion, mais déqualification ?

A BAS LE REVISIONNISME ET LE REFORMISME !

VIVE LA LUTTE DE CLASSE !

Correspondant H.R.

Nous sommes prévenus...

Dans « le Nôtre », journal des chefs révisionnistes de la C.G.T. de Renault - Le Mans, est expliqué quel pourrait être le rôle de la C.G.T. dans les conditions nouvelles d'un gouvernement de gauche :

« Rien ne serait plus dangereux que de croire — ou de laisser croire — que demain tout sera possible, ce que ne manqueront pas de faire les gauchistes ou les excités de tout poil ! »

« Le gouvernement d'Union populaire aura sa route semée d'embûches et de pièges. Il aura besoin de toutes les forces de la classe ouvrière pour l'appuyer, l'aider, voire même pour balayer certaines hésitations qui pourraient surgir " à gauche ". »

Ajoutons, pour une meilleure compréhension de la chose, que ceux qui dirigent la C.G.T. seraient également ceux qui dirigeraient l'entreprise capitaliste Renault. Ne doutons pas dans ce cas qu'ils hésitent un instant à employer les méthodes social-fascistes qui leur sont coutumières afin de préserver les profits de leur entreprise (sous couvert, par exemple, de ne pas handicaper Renault face au secteur privé, pour montrer que les nationalisations c'est plus efficace et qu'il faut appliquer le programme commun).

A BAS LE SOCIAL-FASCISME !

BLINDEX

(Suite de la page 4)

Pour nous, militants marxistes-léninistes qui luttons aux côtés de nos camarades de Blindex, nous nous devons de dénoncer l'attitude des responsables du P.«C.»F. qui proposèrent dès les premiers jours pour toute solution à la lutte la signature d'une pétition en faveur du réactionnaire assassin de grévistes François Mitterrand dit François la Francisque, mais les grévistes ne se laissèrent pas abuser par cette trahison déguisée et c'est avec mépris qu'ils les renvoyèrent aux urnes de la bourgeoisie.

« La victoire ne vient pas aux ouvriers par les urnes mais seulement par la voie révolutionnaire prolétarienne. »

Les révisionnistes proposèrent aussi aux grévistes de reprendre le travail, ces messieurs se chargeant alors des négociations avec le patron sous prétexte que ce n'était pas l'époque de faire grève vu les élections et que cette grève était menée de façon irresponsable.

A la manifestation, ils brillèrent par leur absence et ils ont bien du mal à l'heure actuelle pour donner des explications plausibles aux militant de base de la C.G.T. qui ne comprennent pas leur silence et la non-solidarité avec leurs frères de classe de Blindex.

Il faut aussi mentionner la juste attitude des ouvriers de Blindex qui en faisant l'unité de la classe ouvrière jettèrent à bas les manœuvres de division de certains nationalistes immigrés.

La lutte continue pour Blindex jusqu'à la victoire.

Unité à la base et dans l'action !

Classe ouvrière contre bourgeoisie capitaliste !

Une seule solution, la révolution prolétarienne.

Correspondant H.R.

Marseille Nord.

EN VENTE AUX HERBES SAUVAGES

P. Kessel : Les communistes albanais contre le révisionnisme.
(Des textes d'Enver Hoxha et du P.T.A. pour la plupart inédits) 9,95 F

A. Fournier : Terre de combat
(Récits sur la Résistance en France) 28 F

Gordon Allan : Docteur Liberté
(La vie et la lutte de Norman Bethune au Canada, en Espagne, en Chine) 33 F

Norodom Sihanouk : La C.I.A. contre le Cambodge

Vente par correspondance :
70 RUE DE BELLEVILLE - PARIS-20

La Librairie "Les Herbes Sauvages" organise du 19 au 26 mai UNE EXPOSITION - VENTE SUR STALINE

Seront exposés de nombreux documents, photos, affiches sur Staline, la Révolution d'Octobre et l'édification socialiste en URSS. Vous pourrez consulter les « Humanité » consacrées à la mort de Staline, des vieux documents du PCF, ainsi que des ouvrages non réédités de Staline.

Venez nombreux et si vous avez des documents, apportez-les !

LA LIBRAIRIE SERA OUVERTE LE DIMANCHE 19 MAI DE 9 H à 20 H

A propos du texte :

" LES OBJECTIFS DE TRANSFORMATION CONDUISANT AU SOCIALISME DÉMOCRATIQUE ET AUTOGESTIONNAIRE "

(Présenté au Conseil national C.F.D.T. des 18, 19 et 20 avril 1974.)

L'introduction du texte

L'introduction précise qu'il s'inscrit dans la ligne adoptée au congrès de Nantes et qu' « il est lié aux décisions du Conseil national de janvier sur l'union des forces populaires ». Par conséquent, il est indissociable du débat qui aura lieu au *Conseil national d'octobre 1974*.

La couleur est donc annoncée et, d'entrée, l'on peut prévoir que *les critiques faites à Nantes vont se retrouver*. Or ces critiques, même si de fait elles n'ont été ni sérieusement élaborées, ni structurées dans une alternative cohérente aux propositions du Bureau national, il n'en sera tenu *aucun compte*.

Mieux, le Bureau national opère comme si la vie de la Confédération n'était marquée que des seules réunions des instances, *sans référence à la lutte des classes* actuelle : pourtant, après Nantes, il y a eu, n'en déplaise au Bureau national, un certain nombre de luttes (Saviem, Moulinex, etc.) dont les plus exemplaires ont été Cerizay et Lip. *Aucune analyse de ces luttes n'est présentée*. Ce n'est pas un hasard : cette absence est liée à deux faits :

— Ces luttes remettaient concrétement en cause certaines conclusions de Nantes et non les moindres : direction des luttes, démocratie syndicale, comités de soutien, limites de l'autogestion dans le système... C'était bien trop « gênant » : objectivement, ces luttes sont maintenant « étouffées », même si, par pur opportunisme, elles ont paru soutenues par la Confédération. Ce n'est d'ailleurs pas un fait nouveau. Rappelons-nous le Joint, les Nouvelles Galeries... ;

— *L'absence d'une véritable démocratie*.

Or ces faits ne sont pas, non plus, le fait du hasard — ou de difficultés dites « techniques ». Ils sont entretenus par une ligne, *un projet politique*. Les prises de position prises vis-à-vis du Programme commun et à propos des présidentielles sont-elles aussi sous-tendues par ce projet ? *Et ce débat est escamoté* : sans doute jusqu'en octobre 1974, où il apparaîtra publiquement comme conclusion du Conseil national. Que ces pratiques soient baptisées de « manipulatoires » par un certain nombre de camarades, il n'y a pas de quoi surprendre.

● La démocratie n'existe d'ailleurs pas plus au niveau même du Bureau national. L'introduction nous apprend qu'il y a eu *sept abstentions*. Ceci pose deux questions :

— Celle de la signification politique de l'abstention sur un tel texte. Ou l'on vote contre (même si la seule raison d'un tel vote est l'absence du débat à la base), ou l'on a le courage et l'on se donne les moyens de présenter contradictoirement un autre projet.

Sinon l'abstention risque fort d'être jugée comme un *aveu d'incapacité* de la part de camarades placés à des postes de responsabilité nationale ;

— Liée à la première, la question de l'absence totale d'explication de vote.

● La démocratie n'existe pas non plus au niveau des unions régionales et fédérales. L'introduction souhaite que le « projet soit travaillé par (celles-ci) pour sa mise au point » et parle d' « *amendements* » ! Qu'adviendrait-il si l'une d'entre elles avait le mauvais goût de présenter un autre texte ?

On peut d'ailleurs s'étonner que les débats ne soient pas assumés (au moins en partie) par les congrès fédéraux. Pourquoi, par exemple, le congrès de la Fédération des services a lieu un mois après ?

● Enfin, mais c'est une évidence, le Bureau national ne s'est pas, n'a pas voulu se donner les moyens d'impulser, de contrôler, de synthétiser le *débat à la base*.

La présentation

Elle ne fait qu'entretenir la confusion, car elle supposerait l'existence de deux lignes, l'une qui mettrait en priorité l' « autonomie des luttes », l'autre le « choix des orientations » — et que cette existence des deux lignes se reflèterait dans les discussions de l'organisation et les prises de position du Bureau national.

Or, s'il est exact de penser qu'il y a un débat ouvert dans la C.F.D.T. sur le problème de la liaison dialectique théorie/pratique, le problème d'une nécessaire centralisation et de l'existence fondamentale d'une réelle démocratie, débat étroitement lié à la pratique syndicale, il est faux de dire que ce débat se reflète au niveau du Bureau national, puisque celui-ci, dans sa majorité, brandit le drapeau de la démocratie — pour mieux la combattre et l'étouffer.

Mieux, toujours au nom de la démocratie, on prétend mettre en garde les militants contre « ceux qui auront un projet et des objectifs » !

L'ensemble du texte

Dès lors, il est extrémement difficile, voire impossible de faire une série de critiques du texte — car il faudrait de fait le réécrire entièrement et comme les structures de la Confédération n'autorisent pas, ou mal, la confrontation et l'élaboration commune, un tel contre-texte s'attirerait les qualificatifs de « fractionniste », d' « ultra-gauche » et nous en passons et des meilleurs — toutes choses qui, accentuant la confusion, encouragerait les tentations de scission ou, précisément, de constitution de fraction. Ceci au détriment de l'élévation de la conscience des militants.

Nous nous contenterons donc dans ce texte, qui ne peut et qui ne veut être qu'une *modeste contribution aux débats futurs* (qui, nous l'espérons, auront lieu dans le respect total de la démocratie syndicale), de souligner les passages les plus significatifs — et les absences non moins significatives. Disons que globalement le texte est résolument *réformiste*. Ainsi de :

● *La question-clé*.

— Bien sûr que c'est celui du pouvoir ! Mais le texte ne dit pas un mot de sa prise, de l'inéluctable affrontement avec la bourgeoisie. Pire, il parle de le « *modifier* (souligné par nous) pour que les travailleurs puissent se l'approprier réellement ». Sous cette modification, revendicable dès maintenant, réapparaît en filigrane la fameuse pseudo-théorie du « double pouvoir », mise à la sauce « autogestionnaire ».

● *L'autogestion*.

Sans référence aux expériences (yougoslave et algérienne notamment), ce mot d'ordre est de fait l'alibi de ceux qui refusent de poser les véritables problèmes : nécessité d'une théorie révolutionnaire, refus du marxisme, rôle du parti et du syndicat, parmi les plus importants.

● *Les travailleurs immigrés*.

— Alors que le véritable mot d'ordre révolutionnaire devrait être *la libre circulation* des travailleurs (mise en avant dès la C.G.T.-U.), le texte lie l'égalité des droits à « l'entrée en France par l'Office public d'immigration » et demande la « *commune soumission à la légalité politique* du pays ». Que signifie un tel légalisme ?

● *Les femmes*.

— Il y aurait l' « exploitation » et la « surexploitation » : les femmes sont donc surexploitées, ce qui revient à reconnaître leur position marginale. Or il n'y a qu'*une* exploitation, celle du capitalisme et la condition des femmes a pour origine le système même : faudrait-il le rappeler ?

— Quant au catalogue des mesures, il est parfaitement acceptable par la bourgeoisie. Mieux, « l'adaptation des équipements, des horaires » va parfaitement dans le sens de l'adoption des systèmes d'horaires flexibles proposés par la bourgeoisie pour mieux contrôler et aliéner la main-d'œuvre féminine.

L'antagonisme homme/femme est né avec l'apparition des classes sociales. Faire croire qu'il est principal dans le couple est une tromperie de la bourgeoisie et ressort du verbiage intellectuel.

● *Médecine, enseignement*.

Peu ou pas de caractérisation de leur caractère de classe.

● *Politique internationale*.

« Il s'agit de rechercher de nouveaux rapports entre les peuples, fondés sur la *coopération*... » Suit un appel à la solidarité, volontairement vague. Mais aucun rappel du principe de l'internationalisme prolétarien...

L'on pourrait multiplier ainsi les points de désaccord. Ce n'est pas là l'essentiel : nous serions d'ailleurs amenés au genre de bataille que souhaite le Bureau national : une bataille d'amendements et le fond du problème — la ligne politique que recouvre le texte — serait, une fois encore, éludé.

Notre tâche doit être de le poser inlassablement, dans le respect de la démocratie syndicale, sans impatience petite bourgeoise, mais en nous appuyant sur nos luttes, sur la redécouverte des leçons de l'histoire. Tâche difficile, dans l'accomplissement de laquelle il nous faudra éviter de nombreux écueils. Le moins dangereux n'est pas celui que constitue la tentation du localisme, qui à long terme ne peut mener qu'à la scission — ou à l'exclusion.

Un délégué syndical C.F.D.T.,
B. F.
9 mai 1974.

LUTTES A LA C.I.T.-VELIZY

Mardi 7 mai, après avoir contacté les délégués du personnel, 12 opératrices (sur 14) du service « Saisie de donnée » décidaient de se mettre en grève, devant l'intransigeance de la direction sur leur revendication : 120 F de plus pour toutes.

Avant, il y avait des différences de salaires absolument injustifiées car elle font un travail d'équipe et ont les mêmes responsabilités. N'ayant pas la même paye, elles s'organisèrent et décidèrent de refuser, pour celles qui étaient le moins payées, le travail de vérification et de contrôle, qui engage encore plus la responsabilité individuelle de l'opératrice. Cette méthode désorganisait complètement le service et la direction finit par céder.

Les opératrices font preuve d'une combativité étonnante. Devant les menaces de licenciements, elles étaient prêtes à aller jusqu'au bout, quitte à se faire licencier.

La section syndicale (animée par des délégués du personnel combatifs) a impulsé des rencontres entre les grévistes et d'autres secteurs, eux-mêmes en lutte, mais sous d'autres formes.

Toujours dans le but de populariser et d'élargir le mouvement, les grévistes ont accepté de rédiger et de coller des papillons autocollants dans toute l'usine.

Tout d'abord, les grévistes avaient décidé de faire deux jours entier de grève par semaine, sans les annoncer à l'avance.

Aujourd'hui, elles préfèrent adopter le système de grève surprise totale : commencer à travailler, le matin et ne pas reprendre de la journée après la pose de 10 heures. Ce système est extrêmement efficace car il rend très difficile au patron la possibilité de s'organiser pour faire faire le travail ailleurs, ce dont elles avaient entre autre été menacées.

Elles ont parfaitement conscience qu'elles sont un service clé de l'usine (programmation des ordinateurs pour l'établissement des paves entre autre), et elles ont bien l'intention de se servir de cette arme décisive.

Depuis trois semaines, à la C.I.T.-Vélizy, il y a du mouvement. Lundi 8 avril, débrayage de cent vingt travailleurs (moitié techniciens, moitié ouvriers) sur les revendications :

— 300 F pour tous ;
— Déblocage des promotions ;
— Suppression des trois points pour les horaires mensualisés.

Une délégations de dix-huit travailleurs fut reçue par la direction pour présenter les revendications.

Réponse le vendredi 12 avril.

Vendredi 12 avril, un débrayage de plus de trois cents travailleurs appuie la délégation reçue par la direction. Réponse :

Non sur toute la ligne.

Rappel à un débrayage pour le mardi 16 avril.

Mardi 16 avril : cent travailleurs dans la cour. C'est la démobilisation. Beaucoup sont en vacances, c'est le lendemain du weeK-end de Pâques. La direction se sent forte et répond aux travailleurs venus la voir qu'elle n'a pas changé d'avis.

Toutes ces luttes, sous ces diverses formes, sont le signe d'un grand mécontentement des travailleurs. Elles sont le reflet d'une politique (concertée au plus haut niveau) de bas salaires à la C.I.T., doublée d'une politique de division salariale au plus haut point.

Les revendications avancées par les différents secteurs vont toutes dans une même direction :

— Remise en cause de la division salariale et des augmentations en pourcentage ;

— Lutte pour des augmentations uniformes.

D'autre part il y a une volonté commune de ne plus se soumettre à la politique établie (une fois pour toutes) de la direction : recherche des formes de lutte les plus efficaces, etc.

Des travailleurs M.-L.
de la C.I.T.

Les élèves infirmiers en lutte

STRASBOURG

En vingt-huit mois, à raison de quarante heures de travail par semaine. Sur ces quarante heures :

— Une moitié est consacrée à des cours théoriques où, parallèlement aux techniques de soins, on nous enseigne le respect du malade, la satisfaction de ses besoins, etc. En fait, sous couvert humanitaire, on nous prépare idéologiquement à la collaboration de classe : comment donc refuser les heures supplémentaires, ou se mettre en grève, quand il en va du « bien-être du malade » ?

— L'autre moitié est consacrée à des stages dits « de formation pratique » en milieu hospitalier. Comment peut-on parler de formation quand la pénurie de personnel hospitalier est telle que, non seulement, aucun personnel d'encadrement n'est prévu, mais encore que les stagiaires, pour pallier au manque d'effectifs, doivent fournir un travail « d'appoint » (seize à vingt-quatre heures par semaine !) non rémunéré ?

Tout ceci s'inscrit dans la crise générale du capitalisme qui, pour survivre, n'a pas d'autre issue que d'exploiter toujours plus durement les travailleurs :

— Exploitation des stagiaires bouche-trou, main-d'œuvre gratuite, dont le rôle objectif est de masquer la pénurie de personnel ;

— Par là même exploitation du personnel hospitalier. Pourquoi créer de nouveaux postes quand les services fonctionnent avec le personnel actuel ? (oui, mais à quel prix ? Main-d'œuvre non payée (élèves), journées harassantes, nombreuses heures supplémentaires, souvent non payées, pour le personnel en place !).

La pénurie n'est pas un hasard, c'est une politique d' « austérité » entretenue volontairement par l'Etat patron qui vise à faire tourner les services à moindre frais (pour lui), c'est-à-dire sur le dos des travailleurs hospitaliers.

La division entre les quatre écoles d'infirmières

Elle se manifeste à tous les niveaux :

— *Au niveau des statuts :*

Une seule école est publique et dépend directement des hospices civils, les trois autres sont privées, affiliées à des cliniques privées et/ou à des congrégations religieuses, subventionnées par l'Etat.

— *Au niveau des bourses :*

Bourses de l'hôpital avec contrat de travail ultérieur (le chantage se pratique à l'inscription : il n'y a pas assez de places pour tout le monde, priorité aux boursières à contrat).

Bourses d'Etat lâchées au compte-goutte (pour les plus élevées, 3 500 F par an).

Bourses de promotion d'Etat, de l'hôpital (presque personne n'en connaît l'existence avant l'inscription).

— *Au niveau des terrains de stages :*

Chaque service « accueille » des stagiaires de l'une *ou* l'autre école, ce qui fait que chacun ne connaît que quelques élèves de *son* école.

— Enfin, il est révélateur qu'un groupe de sociologues, ayant proposé à toutes les directrices des cours communs aux différentes écoles, leur projet ait été accepté à condition que ces cours se fassent *séparément* dans chaque école ! Il est clair que la division est volontairement entretenue.

L'organisation de la lutte

La prise de conscience a été progressive, à partir d'un malaise général qui s'amplifiait avec les semaines : le problème de la formation était vivement ressenti (est-il normal qu'au bout de six mois, on passe encore ses stages à faire des lits et des toilettes ?).

L'échec de la politique corporatiste de l'A.N.E.I.I. (Association nationales des élèves infirmiers et infirmières) :

L'A.N.E.I.I. a été la première à poser le problème de la formation, mais sans voir le lien existant entre l'absence de formation et la pénurie de personnel. Réclamer l'encadrement des élèves en stage ne peut aboutir tant que les services tournent grâce au travail effectif et gratuit fourni par les stagiaires.

La réunion inter-école : formation d'un comité d'action.

L'A.N.E.I.I. ne s'étant manifesté depuis Noël, fallait-il attendre qu'elle bouge et laisser nos problèmes en suspens ? Une réunion appelant les élèves des quatre écoles a eu lieu, et après de nombreuses discussions, il a été décidé à la majorité la formation d'un comité d'action inter-écoles,

— Représentation de la base (il est composé d'élèves de première et deuxième année de chaque école),

— Qui assure la liaison et l'unité entre les quatre écoles.

Une première plate-forme de revendications a été élaborée par le comité, puis distribuée et largement discutée dans chaque école (les revendications : stages d'été rémunérés, doublement des bourses à contrat). Les réactions ont été différentes selon les écoles, chacune étant plus ou moins concernée. Ainsi, le doublement des bourses à contrat ne touchait qu'une école sur quatre.

Cette plate-forme n'étant pas réellement unificatrice et les membres du comité étaient conscients que seule l'unité dans l'action pouvait faire aboutir notre lutte, une deuxième plate-forme a été mise sur pied, cette fois sur la base de ce qui réalise le lien entre tous, *l'exploitation de notre travail en stage,* pour exiger :

— *Une même « bourse d'études » (en fait rémunération) décente* (500 *à 600 F par mois*) *pour tous et sans contrat avec l'hôpital ;*

— Et, dans l'immédiat, *la rémunération de nos stages à temps plein cet été.* (L'été, les services hospitaliers fonctionnent grâce aux stagiaires : sur 1 500 travailleurs hospitaliers en vacances, 100 à 150 seulement sont remplacés par du personnel qualifié. Les autres postes sont assurés par le travail à plein temps, non payé, des élèves !).

Cette plate-forme doit maintenant être largement discutée dans toutes les écoles ainsi que les modes d'action les plus appropriés pour obtenir satisfaction de nos revendications.

— Une *grève des stages* est envisagée comme forme de lutte ayant le plus fort impact sur les autorités compétentes (on a vu comment fonctionne l'hôpital en été, de même tout au long de l'année, nos heures de stage sont comptées dans la grille horaire de la direction !).

— Pour que notre lutte soit connue, et soutenue, nous devons la *populariser :*

- En direction du personnel hospitalier : notre refus de masquer la pénurie rejoint la lutte des travailleurs hospitaliers pour l'amélioration de leurs conditions de travail et la revalorisation de leur profession, contre les salaires de misère ;

- En direction de la population (campagne de presse, tracts, affiches, etc.).

Le début de notre action a montré que nous n'obtiendrons rien sans lutter, et que pour lutter, *il nous faut être solidement organisés* et *réaliser l'unité à la base et dans l'action.*

Correspondant H.R.

—o—

PARIS

Depuis mardi 30 avril 1974, douze écoles d'infirmières de l'Assistance publique (A.P.) et l'école de radio de la Salpétrière sont en grève. Ce mouvement se propage en province.

En effet les élèves infirmières refusent de continuer à subir les frais de la crise économique.

Elles réclament :

— 700 F (au lieu de 350 F) par mois avec maintien du statut d'élève et sans augmentation du contrat (qui est de cinq ans) ;

— La formation continue jusqu'à la fin des études ;

— La liberté d'expression, de réunion, droit d'affichage ;

— Elles refusent d'être les « bouche-trou » dans les hôpitaux.

Et bien d'autres revendications sont à l'ordre du jour.

Les élèves infirmières, dans leur lutte, doivent faire face à l'administration policière et aux manœuvres des « aventuriers » de Lutte ouvrière *et à certains éléments révisionnistes !*

Soutenons la lutte des « petites-bleues ».

Correspondant H.R.

Prolétariat n° 5 est en vente

SOMMAIRE

— Louis ALTHUSSER : un révisionnisme de « gauche » ? Henri JOUR
— Abattoirs Doux (Pedernec) : trois mois de grève.
— **Comment édifier le parti marxiste-léniniste : Création en France d'un véritable parti révolutionnaire du prolétariat.** (Pratique et expériences accumulées d'octobre 1963 au 12 juin 1968). Gaston LESPOIR

DOCUMENTS

— Lettre d'André DRUESNE à Maurice THOREZ (28 décembre 1961).
— Lettre d'un vieux militant du PCF à « France Nouvelle » (10 mars 1964).
— Texte de la cellule de Saint-Savournin (25 juin 1964).
— « Arborer le drapeau rouge pour lutter contre le drapeau rouge. Qu'est-ce que l'Union des Jeunesses Communistes ? » (Document du Comité central du Mouvement communiste français marxiste-léniniste, du 25 juin 67.)

Notes de lectures

— Docteur Liberté (l'histoire de Norman Béthune) par Sydney Gordon et Ted Allan.
— La deuxième révolution chinoise (K. S. Karol).
— L'agriculture dans la Chine nouvelle (R. Duchet).
— Indépendance pour les Colonies françaises (C.I.L.A.).

L'exemplaire : 7 F.

Passez vos commandes à
70 rue de Belleville, 75020 PARIS
E - 100

Expulsés par les C.R.S., les paysans de Juvigné organisent un pique-nique anticumul (Suite de l'article paru dans « la Faucille ».)

Après avoir été expulsés par les C.R.S. de la ferme de la cour coiffée qu'ils occupaient pour s'opposer à l'exploitation de celle-ci par sa propriétaire, les agriculteurs de la région de Juvigné organisaient le dimanche 5 mai un *pique-nique anticumul* dans un verger à proximité.

Trois cents personnes environ s'y étaient donné rendez-vous, parmi lesquelles des ouvriers et des employés. A noter avec eux, des ouvriers agricoles et des salariés d'organismes agricoles.

Après le pique-nique sous les pommiers, le président du syndicat relata le déroulement de l'action, et des discussions s'engagèrent rapidement par petits groupes avec les paysans engagés dans l'action.

Les C.R.S. sont venus les expulser de la ferme occupée, mais avec l'engagement écrit de la propriétaire de ne pas exploiter avant la décision du tribunal administratif.

Les paysans ne peuvent tolérer un usage abusif du droit de propriété. Ils s'opposent à ce que ce droit s'exerce à leur détriment, et, dans le cas présent, au détriment d'un jeune désirant s'installer.

L'exode rural vide la région.

« Nous voulons arrêter l'exode rural, nous voulons que les jeunes agriculteurs puissent s'installer », disent-ils.

Pour les soutenir dans leur action, les paysans comptent beaucoup sur l'appui des autres travailleurs et ouvriers en particulier. Des ouvriers de la ville voisine leur ont rendu visite pendant l'occupation et ils étaient là au pique-nique.

Avec cette action, qui a pris le 5 mai la forme d'un pique-nique, *la lutte commune des ouvriers et des paysans contre l'exode rural et l'élimination des petits paysans devient une réalité en Mayenne.*

Correspondant Laval.

lettre ouverte à Libération

Messieurs,

J'ai cru comprendre à la lecture de vos derniers numéros que vous ouvriez un débat sur votre attitude au cours de la campagne présidentielle actuelle. Parfait. On pourrait chicaner et vous faire remarquer qu'il est bien tard à huit jours du second tour pour donner la parole à vos lecteurs, mais enfin mieux vaut huit jours avant qu'un jour après.

En réalité ce n'est pas ces derniers jours seulement que vous avez ouvert vos colonnes. Alain Krivine ou Arlette Laguillier, tous deux dirigeants trotskystes, ont pu abondamment s'exprimer et faire valoir leur point de vue sans que vous jugiez nécessaire de les commenter. Il est difficile de dire qu'il en a été de même pour les marxistes-léninistes : il est vrai que nous ne présentons pas de candidat et que dans la campagne actuelle l'ensemble des moyens d'information fait cas surtout de ceux qui votent... Rassurez-vous il ne s'agit pas ici de vous marchander quelques lignes d'attention mais bien plutôt de démontrer à tous vos lecteurs et collaborateurs sincèrement désireux de contribuer à instaurer le socialisme en France par la révolution prolétarienne, que sous couvert d'« objectivité », d'information libre au-dessus des organisations et partis c'est bel et bien une ligne politique et idéologique cohérente qui leur est imposée.

« Libération », les présidentielles et nous

N'ayant pas de « ligne politique claire », selon la volonté de sa direction, Libération au lendemain de la mort de Georges Pompidou aurait dû se trouver bien embarrassé. Et pourtant non. Dès le 4 avril un éditorial laissait entendre qu'il faudrait peut-être bien s'apprêter à voter Union de la Gauche. Il est vrai qu'à ce moment-là une idée n'avait pas encore « germé dans les masses » comme vous dites, celle de la candidature Piaget. En effet dès que quelques organisations trotskystes se furent rassemblées et eurent imaginé de solliciter Charles Piaget, « Libération » se lança à fond, sans même consulter ses lecteurs, dans cette opération. Enfin lorsque cette idée soi-disant partie des masses eut capoté comme cela devait arriver de toutes les façons après le premier tour les organisations trotskystes annoncèrent comme un seul homme qu'elles appelleraient à voter Mitterrand, critiques (?), et Libération bon gré mal gré suivit le mouvement, s'ingéniant à trouver autre chose que la thèse du « débordement » trop marquée par son origine trotskyste. Sans doute vos lecteurs ont-ils cru pour une part que cette position par rapport à la candidature Piaget et surtout par rapport à Mitterrand, représentait finalement l'ensemble de ce qui est appelé généralement l'« extrême gauche révolutionnaire ». Or vous savez pertinemment, pour en avoir été informés à plusieurs reprises que les communistes marxistes-léninistes de France ont entrepris dès le début de lutter contre la mystification électorale, contre Mitterrand et par voie de conséquence contre la candidature de Charles Piaget destinée en fin de compte à drainer les voix de l'extrême gauche sur Mitterrand au second tour, et cela quels que soient les mérites de ce leader ouvrier que nous avons loués par ailleurs. Notre position

Le président Mao caricaturé en commerçant dans un coffre-fort vide, celui de la République populaire de Chine pour « Libération », sans doute.

a-t-elle été exposée à vos lecteurs ? Non. Est-elle négligeable ? Si oui, vous devriez nous expliquer pourquoi et serez contraints de reconnaître que vous avez bien une ligne politique. Et c'est cette ligne qui vous a conduits à censurer de façon quasi-systématique le point de vue marxiste-léniniste. Puisqu'il en a été ainsi je rappellerai ce point de vue pour vos lecteurs.

La mort de G. Pompidou bien qu'elle ait été brutale n'a pris personne au dépourvu. Cela faisait plusieurs mois que le bruit courait de « présidentielles » en juin, et tous les partis bourgeois s'y préparaient de Giscard à Mitterrand et à Marchais. Nous aussi nous nous préparions à un « dénouement » plus ou moins rapide de la crise politique en gestation, car celle-ci comme on le voit dans les autres pays capitalistes occidentaux ne tient pas à la santé d'un président. Dès le lendemain des élections de mars 1973 nous avons remarqué que le Parti Socialiste était désormais remis en selle, que F. Mitterrand prenait le leadership dans l'« Union de la Gauche » et que par conséquent le recours à cette solution de la part de la bourgeoisie ne devait pas être exclu. D'autant que la crise économique promet d'être inégalée. C'est pourquoi nous avions entrepris notamment depuis septembre de développer et d'intensifier la campagne de démystification de Mitterrand et de l'unité du P.C.F. et du P.S. Comment l'attitude d'un révolutionnaire face aux élections présidentielles pourrait-elle être séparée d'une appréciation plus générale sur la situation dans notre pays et dans le monde ?

Les positions prises par votre quotidien sont à l'opposé d'une telle attitude. Vous y avez développé, notamment sous la plume de Ph. Gavi et de Jean-Paul Sekord que l'essentiel c'est en fin de compte de « *barrer la route à la droite* », d'autant qu'un « *mouvement de masse s'affirme pour Mitterrand* », que les masses « *en ont ras l'bol de la droite* » et vous avez ajouté « *qu'un gouvernement de la gauche est plus favorable aux salariés qu'un gouvernement de la droite* » (30 avril-1er mai). Ainsi parce que les masses populaires dans notre pays sont dupées par l'opposition entre « gauche » et « droite » propagée dans les rangs ouvriers par des contre-révolutionnaires que sont les dirigeants du P.C.F., vous emboîtez gaiement le pas et contribuez activement à masquer que l'opposition fondamentale dans notre pays est entre la bourgeoisie et le prolétariat. Car parlons clairement, quoique la clarté semble vous gêner, Mitterrand est-il oui ou non un politicien réactionnaire au passé anti-communiste, anti-populaire et colonialiste chargé ? Mitterrand est-il par sa ligne politique comme par son appartenance de classe un homme de la bourgeoisie ou un représentant des masses populaires ? Dès lors c'est une drôle d'idée de croire que les hommes font autre chose que la politique de leur classe : regardez Spinola au Portugal, croyez-vous que ce soit un démocrate et pourtant les intérêts de sa classe l'ont amené à contribuer à la chute de Caetano ? En France, ce n'est pas parce qu'ils sont « de droite » que les Pompidou, De Gaulle et autres Giscard ont mené une politique réactionnaire anti-ouvrière et anti-populaire, ce n'est pas parce qu'ils étaient particulièrement scélérats mais bien parce qu'ils ne pouvaient et ne peuvent mener autre chose que la politique correspondant aux intérêts de leur classe. Mais vous, vous développez l'idée qu'un

CHINE

« La guerre populaire contre Confucius sera menée jusqu'au bout » déclare Chou En-Lai

La Chine aux J.O. : Dans l'engrenage ?

gouvernement de « gauche » serait différent, serait meilleur, « plus généreux, plus juste », etc. Toutes les balivernes débitées par les candidats. Vous vous trompez gravement, vous le savez et ce qui est plus grave, vous trompez vos lecteurs. Les socialistes tant de « gauche » qu'ils étaient n'ont jamais hésité à faire tirer sur le peuple au nom de la démocratie. Quant à leurs agents électoraux de la direction du P.C.F., faut-il vous rappeler que c'est Georges Marchais qui réclamait à cor et à cris l'interdiction de 12 organisations dont le Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France le 12 juin 1968 ? Faut-il vous rappeler également que c'est J. Duclos qui appelait de ses vœux la loi « anti-casseur » ? Pas plus qu'elle ne se trouve dans la capacité à faire « du social », la différence entre un gouvernement « de gauche » et un gouvernement de droite ne se trouve dans la capacité à assurer la démocratie. Cette différence essentielle se trouve dans la capacité d'un gouvernement à duper les masses et à assurer la paix sociale au prix de promesses, et finalement dans sa capacité à diviser les travailleurs.

Dans votre éditorial du 2 mai 1974 votre raisonnement est inverse : selon vous il s'agit d'éviter le pire c'est-à-dire la « droite ». Quelle idée avez-vous derrière la tête ?

Pour des marxistes, tant que la bourgeoisie détient le pouvoir et même après, il est impossible d'éviter que les contradictions entre ces deux classes antagoniques ne se développent et s'organisent. Il est inévitable que dans cet affrontement la bourgeoisie recourt au « pire », c'est-à-dire à la violence réactionnaire et qu'elle tente de recourir au fascisme. Mais ce « pire » là est inscrit dans les rapports de classe et on ne peut faire l'économie de l'affrontement de classe. A moins que vous ne vous imaginiez comme le dit M. Marchais qu'il est possible de prendre l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, de gagner la majorité du peuple avant d'affronter la réaction ? Face au développement du mouvement révolutionnaire de masse, et un tel mouvement se développera chaque jour plus en France, il est inévitable que la bourgeoisie monopoliste QUELQUE SOIT LE CHEF DE SON ETAT recourt à la violence réactionnaire. L'essentiel c'est que le prolétariat et les masses populaires y soient préparées et ce n'est actuellement pas le cas du fait de la trahison historique des dirigeants du P.C.F.

Qu'est-ce qui est le pire du point de vue du peuple ? L'exemple du Chili nous donne la réponse : le « pire » ce n'est pas de rencontrer la résistance acharnée des classes exploiteuses face à la révolution mais de n'y être pas préparé, *de ne pas en prendre les devants*, et d'être divisés. En un mot, le pire ce n'est pas les collisions de classe car la révolution finit par toujours sortir victorieuse de ces luttes mais bien d'être désarmé idéologiquement et politiquement.

D'où vient essentiellement le revers sanglant essuyé par le peuple chilien ? De la sauvagerie de l'ennemi de classe ? Non, des illusions tragiques qui dominaient quant au « passage pacifique » au socialisme. L'exemple des peuples indochinois montre bien que ce n'est pas l'ennemi qui est redoutable si le peuple est uni, est guidé par une ligne juste : car quels que soient les sacrifices innombrables consentis par ces héroïques peuples frères ils vaincront totalement.

Par contre chez nous où est le principal obstacle à renverser pour que le prolétariat et les masses populaires affrontent victorieusement leur ennemi de classe? C'est l'idéologie faite d'illusions à destination des travailleurs répandue par les dirigeants du P.C.F., illusions dont l'une des plus plus vieilles chez nous est la croyance à un changement possible par la voie des élections bourgeoises. L'autre grave illusion c'est qu'on peut faire l'économie d'une révolution notamment en votant Mitterrand. Ces idées, tout révolutionnaire doit les combattre sans concession pour le bien du peuple.

C'est pour ces raisons que nous avons dit que la candidature de F. Mitterrand était la pire des choses pour le prolétariat et le peuple. Car inévitablement il est devenu le candidat des « petits » contre les « gros ». Grâce au P.C.F. ce n'est plus dans des révolutionnaires prolétariens que se reconnaissent les travailleurs mais dans un leader socialiste.

C'est cette analyse associée à une appréciation de la situation internationale qui nous a conduit à formuler les mots d'ordre de notre campagne : « *bataille contre l'électoralisme, bataille contre Mitterrand* ».

Cette bataille qui s'est traduite par plusieurs meetings et manifestations à Paris comme en Province a-t-elle trouvé le moindre écho dans votre journal ? Non, aucun. Sinon à travers une attaque à peine voilée de nos positions par l'éditorialiste du 2 mai. Est-ce là ce que vous appelez informer objectivement vos lecteurs ?

J'irai plus loin. Le silence quasi-total que vous avez observé sur notre position n'est pas le fait d'une simple omission, mais le résultat d'un calcul malveillant de ceux qui tirent les ficelles de « Libération » en abusant de la bonne foi de militants. Tout en n'ayant pas de « ligne politique claire » selon les dires de ses dirigeants, Libération a combattu la campagne engagée par les marxistes-léninistes de l'Humanité-Rouge. Comment ? Je prendrai pour l'illustrer la préparation du 1er mai et l'information « objective » qui a prévalu à cette occasion. La masse de vos lecteurs et bon nombre de rédacteurs ignorent les faits.

Dès le 11 avril l'Humanité-Rouge lançait à sa UNE un appel à manifester le 1er mai de la République au Père-Lachaise à 10 heures. Cet appel vous a été transmis directement par trois fois dans la semaine du 8 au 13 avril. Qui plus est, à cet appel se sont associées dès le 11 avril plusieurs organisations non négligeables telles que l'Association générale des Etudiants Guadeloupéens, l'Association générale des Etudiants Réunionnais, directement concernées par le scrutin et des organisations aussi représentatives politiquement que les organisations marxistes-léninistes portugaises, le Front Uni Patriotique de Turquie, le Mouvement national de soutien aux peuples d'Indochine et bien d'autres... De plus certaines organisations de masse tels le Front Révolutionnaire anti-fasciste et patriote espagnol nous ont fait savoir qu'il n'était pas questions pour elles de manifester dans un cortège trotskyste. L'Humanité Rouge a-t-elle lancé son appel dès le 11 avril simplement pour être les « premiers » ? Ceux qui prétendent ou le laissent entendre cherchent à assimiler nos actions à de l'« enfantillage ». Tout simplement, les marxistes-léninistes avaient décidé dès avant la mort de Pompidou de manifester en refusant le cortège des partis de « gauche » et de la C.G.T. s'il y en avait un et cela en raison d'une appréciation *politique* que j'ai exposée plus haut. Le décès du président de la République n'a fait que décupler l'importance politique de la journée du 1er mai, son caractère de ligne de démarcation entre deux voies, deux lignes, deux idéologies, celle du prolétariat et celle des représentants de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers. Car la question est là : la question ESSENTIELLE en ce 1er mai 1974 était-elle de savoir s'il fallait poursuivre la lutte économique et refuser la trêve sociale ou de savoir s'il fallait se prononcer sur une ligne *politique* claire par rapport aux élections et par rapport à Mitterrand. Certains ont pensé que la question politique était secondaire, que finalement tout le monde pouvait s'entendre sur le refus de la « trêve sociale » ; mais en réalité c'était là mystifier les travailleurs et leur présenter comme indifférente la question

la chronique de J.P.SARTRE

" Cette guerre ne peut que contrarier l'évolution du Moyen Orient vers le socialisme "

de l'attitude à prendre par rapport aux élections et à Mitterrand. Toujours est-il que de notre initiative on n'a jamais entendu parler dans LIBERATION, sauf à la veille du 1er mai pour laisser entendre en une ligne que nous nous rallions à la soi-disant manifestation unitaire. Soi-disant manifestation unitaire dis-je, car vous savez parfaitement qu'une semaine après l'appel de l'Humanité Rouge les organisations trotskystes ont lancé un appel au même endroit comme par hasard. Vous avez non seulement fait un large écho à leur appel mais encore vous avez écrit que des organisations immigrées s'associaient à l'appel des trotskystes. Vous avez été contraints de le démentir par la suite discrètement. J'ajoute que contrairement à ce que vous avez prétendu il n'a jamais été question pour nous de prendre la tête du cortège et nous avons toujours été prêts à associer la présence des diverses organisations d'immigrés à la tête de la manifestation, ce qui fut effectivement le cas pour plusieurs d'entre elles : je citerai ici pour exemple la délégation de l'Organisation Communiste Marxiste-Léniniste du Portugal dont vous avez passé la photo à la une de votre numéro du 2 mai sans même signaler qu'elle n'était pas dans votre soi-disant manifestation unitaire. Ainsi votre attitude, votre LIGNE POLITIQUE, a consisté dans la préparation du 1er mai à mettre uniquement en avant la lutte économique dans les entreprises, le refus de la trêve sociale derrière lesquels justement les trotskystes font passer leur politique ultra-droitière de soutien à Mitterrand, en fin de compte vous avez vaillamment servi la tentative trotskyste de noyer le poisson et d'étouffer la voix des marxis-

(Suite page 10)

Soldats sionistes et héroïques combattants arabes tous deux victimes d'une sale guerre ou comment on illustre la thèse d'une « guerre injuste ».

lettre ouverte à Libération

(Suite de la page 9.)

tes-léninistes. Malheureusement pour vous cette tentative a échoué, nous avons déjoué la provocation trotskyste ce qui a permis à un authentique courant de masse révolutionnaire de s'exprimer comme a été obligé de le signaler la presse la plus sérieuse (je vous renvoie au Monde du 2 mai). Quant à la presse la moins sérieuse, force est de constater que la plupart des journalistes chargés de relater la journée du 1er mai alors même que l'évènement se passe à leur porte ne quittent pas leur lit douillet. Nous ne vous ferons pas l'injure de penser que vous n'étiez pas sur les lieux le 1er mai ? Mais alors pourquoi tant de fantaisie lorsque vous relatez les faits. Pourquoi écrire *«les marxistes-léninistes avaient en hâte rectifié leurs affiches »*, alors que celles-ci étaient collées depuis quinze jours ? Pourquoi écrire il y eut « quelques horions avec le service d'ordre unitaire » ce qui est entièrement faux ? Pourquoi ne pas signaler que les manifestants qui avaient refusé l'encadrement trotskyste étaient plus de 5 000 ? Pourquoi enfin laisser entendre que les marxistes-léninistes se sont battus pour avoir la première place ? Vos méthodes sont malhonnêtes et vos lecteurs et collaborateurs ne manqueront pas de les percer à jour ; notamment ceux qui étaient présents le 1er mai.

Enfin n'est-ce pas le comble du cynisme de rectifier le 3 mai dans une petite note en signalant que nous *« tenions à indiquer que nous avions toujours appelé à République »*. Nous n'avons jamais souhaité un tel rectificatif ! Par contre vous étiez bien informés longtemps avant le 1er mai. Curieuse « objectivité », non ? C'est pas mal pour un quotidien qui se proclame « libre » et prétend défendre la liberté de l'information et de la presse, non ?

Cette curieuse « objectivité », cette curieuse information « libre » qui donne largement la parole aux trotskystes et à tous les représentants de l'idéologie propagée par la direction du P.C.F., qui appelle manifestation « unitaire » une manifestation trotskyste et fait le black-out sur l'activité des marxistes-léninistes ressemble curieusement à l'« objectivité » des journaux bourgeois. Un de vos lecteurs écrivait un jour qu'il ne fallait pas que Libération devienne l'« Humanité » de l'« extrême gauche », on peut dire que ses espoirs sont pour l'instant déçus.

Je prendrai pour conclure encore deux exemples de votre curieuse objectivité. Ces deux exemples ne concernent pas directement notre organisation et cela afin de montrer qu'il ne s'agit pas de notre part d'un « complexe de persécution ».

A propos de la Chine et l'Albanie

Le premier de nos exemples concerne votre attitude par rapport aux authentiques pays socialistes que sont la Chine et l'Albanie. Vous dites aspirer au socialisme je ne vois par conséquent pas comment ils pourraient vous être indifférents. Or vous semblez ne pas connaître l'Albanie Populaire totalement absente de vos colonnes. Quant à la République Populaire de Chine qu'il est difficile d'ignorer aussi facilement, votre attitude est plus habile mais est dans son fond tout à fait anti-chinoise. Ainsi d'un côté on donne la parole accessoirement à des amis authentiques de la Chine, tandis que de l'autre de façon insidieuse vous tentez d'assimiler la Chine à une super-puissance égoïste et bourgeoise comme l'a illustré l'éditorial de Philippe Gavi dans votre numéro du 14-15 février 1974 qui attaquait la République Populaire de Chine, le Parti Communiste Chinois et le président Mao. Ceci nous permet de dire que les quelques articles élogieux à l'égard de la Chine ne sont qu'une couverture pour mieux attaquer ce grand pays socialiste et pour participer à la campagne anti-chinoise en cours en adaptant votre propagande au courant révolutionnaire qui existe dans notre pays. D'ailleurs vous avez montré de quel côté vous vous trouviez lors de la sortie du film anti-chinois de Jean Yanne. Au lieu de donner la parole à ceux qui condamnaient cette entreprise en analysant le fond idéologique et les objectifs politiques vous avez délibérément attaqué le directeur politique de notre revue, Prolétariat, le camarade Jacques Jurquet en le qualifiant de « gaulliste de gauche » en même temps que vous passiez totalement sous silence les actions menées à travers toute la France par les marxistes-léninistes. Je passe ici sur le fait que vous n'avez pas cru bon, ni intéressant de signaler « objectivement » en octobre que le camarade Jurquet en tête d'une délégation de l'Humanité Rouge avait été reçu par Chou En-laï. Sans doute n'est-ce pas là à votre avis un événement digne d'intérêt qu'un dirigeant révolutionnaire prolétarien français soit l'hôte des dirigeants révolutionnaires du grand peuple chinois. C'est pourquoi il est permis de dire que la Chine ne vous intéresse à vrai dire que pour ce qu'elle vous permet d'insinuations mensongères et de calomnies.

A propos du Moyen-Orient

Enfin je prendrai un dernier exemple de votre curieuse objectivité : c'est la relation que vous avez faite de la guerre d'Octobre au Moyen-Orient. Non seulement vos premiers éditoriaux étaient franchement pro-sionistes mais encore vous avez alors donné largement la parole aux sionistes, faisant finalement prévaloir que la guerre menée par l'Egypte et la Syrie pour recouvrer les territoires occupés n'était pas une guerre juste et que seul comptait le combat de nos frères palestiniens. Pourquoi ne pas donner la parole aux impérialistes U.S. au sujet du Cambodge ou aux sociaux impérialistes soviétiques au sujet de la Tchécoslovaquie ? « Libération » serait encore plus nettement « au-dessus des partis ».

Tout cela m'amène à poser la question : où passe la ligne de démarcation entre ceux qui ont droit de cité dans Libération et ceux qui n'y ont pas droit ? Car si « Libération » se veut indépendant de toute organisation il ne peut être indépendant de toute idéologie et de toute ligne politique. Alors quelle est cette idéologie ? et quelle est cette ligne ? De plus en plus nombreux sont ceux, parmi vos lecteurs, qui se posent la question. Je ne me livrerai pas ici à un développement sur ce point. La conception du monde de Libération fera l'objet d'un article dans le prochain numéro de « Prolétariat ». Ce qu'on peut dire en gros c'est que « Libération » donne la parole à tout ce qui est à « gauche » du centre dans l'hemicycle parlementaire bourgeois. D'ailleurs Gaston Defferre, cette vieille canaille anticommuniste bien connue des travailleurs marseillais n'a-t-il pas eu le droit de s'exprimer largement dans votre journal, sans doute le considérez-vous comme un « démocrate » lui qui a refusé de s'associer au deuil du peuple algérien lors de l'attentat au consulat de Marseille ! De Defferre aux trotskystes voilà où est la « gauche » pour Libération. Vos lecteurs jugeront d'eux mêmes où mène le prétendu esprit « au-dessus des partis ». En réalité sous couvert « d'indépendance organisationnelle » vous cherchez à les entraîner à la remorque idéologique et politique de la réaction.

Nous avons suivi de près l'expérience « Libération » et nous avons souhaité son succès tout en sachant ses limites. Nous savons que nombreux sont ceux qui y consacrent beaucoup d'eux-mêmes tant parmi les rédacteurs que parmi les diffuseurs, mais nous constatons une chose, et ils seront bien obligés de s'en apercevoir aussi, une poignée de politiciens expérimentés les manipulent odieusement et leur font avaler une ligne présentée comme révolutionnaire mais qui aboutit à semer la confusion et à dévoyer les masses.

Quant à nous, nous ne cacherons jamais que nous avons un point de vue de parti, le parti du prolétariat. Dans la société de classe il est impossible d'être au-dessus des partis. Seule la bourgeoisie cherche à se camoufler au nom de « l'objectivité », mais son objectivité est une « objectivité » de classe. Alors, messieurs les dirigeants de Libération, de quelle nature est votre objectivité à vous ?

Henri JOUR,
Membre du Comité de Rédaction
de l'« Humanité Rouge »,
Rédacteur en chef de la revue « Prolétariat ».

RECTIFICATIF

Le n° 229 de notre journal a dû être préparé dans des conditions difficiles et il en est résulté un certain nombre de « coquilles » que nous tenons à rectifier auprès de nos lecteurs en nous en excusant auprès d'eux :

— Tout d'abord, il a été omis de signaler que seuls des extraits des 3 interventions présentées au meeting du 30 avril ont été publiés, les coupures faites n'ayant pas de plus, été signalées par des points de suspension ;

— Sous le dernier inter-titre des extraits de l'intervention du camarade Jurquet, il faut bien entendu lire : « Camarades et amis anticapitalistes et anti-révisionnistes... » ;

— La « Mise au point » de la page 9 doit bien entendu se terminer par un point d'exclamation et non d'interrogation ;

— Une présentation maladroite rend confus le titre de la dernière page. Il s'agissait d'un mot d'ordre scandé par 5 000 manifestants ;

— Enfin, l'article de « La Faucille » traitant de l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie ne constitue qu'une première partie, la seconde devant être publiée ultérieurement.

o

Chers camarades,

« Dans le communiqué que je vous ai fait parvenir, la semaine dernière, au sujet des incidents qui ont eu lieu au cours du meeting de Giscard à Rennes, je signalai que le jeune progressiste agressé par les nervis de Giscard venait de mourir à l'hôpital. En fait, si le bruit du décès a couru pendant quelques jours, je peux affirmer maintenant qu'il s'agissait d'une fausse information. Je dois faire mon autocritique à ce sujet. Désormais je vérifierai plutôt deux fois qu'une toutes les informations que je vous enverrai. Cependant, ce rectificatif ne change en rien le fond même de l'article. En tant que témoin direct de ces incidents, je peux assurer que tous les faits que je rapporte sont véridiques. L'attitude des nervis de Giscard était vraiment celle de tueurs à gages.

Ces nervis étaient bel et bien des fascistes.

Salutations communistes.

Un lecteur de l' « H. R. ».

Vendredi 24 Mai
20 heures - MUTUALITE

MEETING DE SOLIDARITÉ AUX LUTTES DU PEUPLE BRÉSILIEN

A l'initiative de :

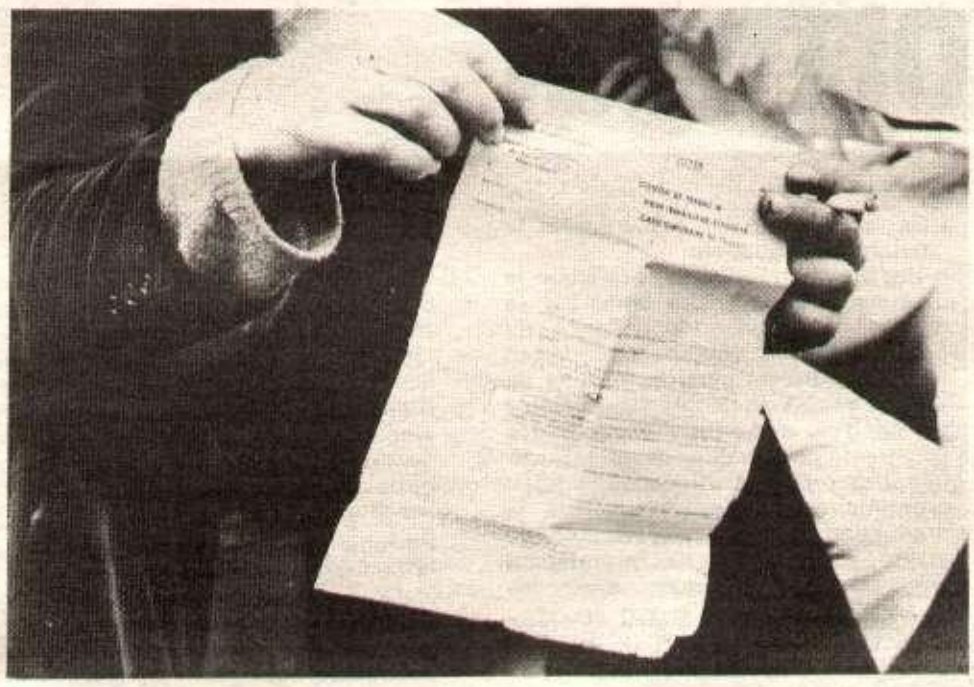
C.I.L.A., Frères du Monde, A.G.E.G.
Avec le soutien de :
G.R., H.R., M.N.S.P.I., U.C.F. (M.-L.)

Les 37 travailleurs immigrés de la rue Dulong ont gagné

Pendant dix-huit jours, trente-sept travailleurs immigrés de différentes nationalités ont fait une grève de la faim pour obtenir la carte de travail et la carte de séjour dès l'embauche. Pour tenter de désamorcer leur lutte, le gouvernement avait fait des promesses, mais il n'en a tenu aucune. Devant cette situation, les travailleurs immigrés ont poursuivi la lutte. Le lundi 6 mai ils ont manifesté devant la Bourse du Travail. A cette occasion, Djelali Kamal déclarait :

« *Nous sommes trois millions d'hommes traités comme des chiens par le gouvernement français. Nous ne crèverons pas dans le silence. Aujourd'hui c'est en France les élections présidentielles. Ce que nous propose la droite, nous le connaissons : circulaire Fontanet, assassinats, expulsions. Ceux de la gauche ont prévu un statut de l'immigration. Ce statut nous maintiendra à part de la classe ouvrière de France. Nous sommes des travailleurs à part entière et nous appellons les autres travailleurs de France à nous soutenir.* »

Le 7 mai, ils adressaient un ultimatum au gouvernement en lui disant qu'il avait vingt-quatre heures pour tenir ses promesses.



Le 8 mai, ils occupaient un immeuble du ministère du Travail. Des banderoles sont tendues aux fenêtres : « *Non à l'esclavage, nous sommes tous des ouvriers.* » Avec un haut-parleur ils font connaître les raisons de l'occupation.

« *Nous demandons le droit à la formation professionnelle, des logements décents, une aide matérielle pour le rétablissement de notre santé. Nous ne sommes pas des chiens, nous sommes des hommes, des travailleurs. Le gouvernement annonce partout que notre situation est réglée, mais en réalité il favorise nos conditions d'esclavage, en laissant toute liberté aux trafiquants de main-d'œvre. Ainsi à Aix-en-Provence un trafic dénoncé depuis dix jours par des camarades reste toujours impuni. Nous sommes des travailleurs à part entière, que les camarades se joignent à nous.* »

Pendant ce temps de nombreux flics prennent position autour de l'immeuble. Les flics frapperont violemment plusieurs personnes dans la rue.

Puis le chef de cabinet du ministre du Travail arrive sur place avec trente-sept cartes de travail et la promesse que les travailleurs immigrés seront immédiatement relogés et pourront suivre des cours de formation professionnelle. Les trente-sept travailleurs de la rue Dulong venaient de gagner après une dure lutte. Mais comme il le disent : « *C'est une première victoire, le combat continue.* »

A Aix-en-Provence une autre lutte de travailleurs immigrés se développe. Le 30 avril, sept travailleurs turcs se sont mis en grève. Ils sont venus clandestinement en France et ont été immédiatement envoyés dans les carrières Bernard à Fos-sur-Mer où ils ont été traités en véritables esclaves.

Ils ont déposé une plainte pour trafic de main-d'œuvre et demandent la régularisation immédiate et les mêmes droits que les travailleurs français. Deux autres ouvriers turcs qui sont dans la même situation se sont joints à eux. L'esclavagiste Bernard est prêt à céder à condition que la plainte soit retirée.

Ces luttes sont la preuve vivante que les travailleurs immigrés n'acceptent plus de vivre comme des esclaves. Leur lutte pour l'égalité des droits ira inévitablement en se développant.

Il faut tout mettre en œuvre pour que ces lutes soient connues des travailleurs français, pour que les ouvriers français les soutiennent. Car il s'agit d'un seul combat : celui de la classe ouvrière de France.

Il faut rappeler encore l'attitude des révisionnistes à l'égard des travailleurs de la rue Dulong. Alors qu'ils étaient venus à un meeting C.G.T.-C.F.D.T. à la Mutualité pour faire connaître leur lutte, le S.O. de la C.G.T. les a agressé sauvegement.

Solidarité anti-impérialiste"

Après avoir édité de nombreuses brochures, le C.I.L.A. se devait, afin de mieux assumer sa mission d'information, de créer un bulletin régulier. C'est maintenant chose faite avec « Solidarité anti-impérialiste », qui paraitra d'abord mensuellement puis, dès que possible, hebdomadairement.

A un numéro expérimental en mars, ont succédé les n° 1 et 2 en avril et mai, qui sont disponibles au prix de 1 F l'exemplaire.

Ce bulletin ronéotypé se présente essentiellement comme un bulletin d'agence de presse contenant surtout des courtes dépêches rédigées soit par le C.I.L.A. soit par les organisations anti-impérialistes en contact avec lui. C'est qu'en effet il se veut le porte-parole des peuples en lutte contre l'oppression impérialiste et tout particulièrement contre la double hégémonie américano-soviétique et contre l'impérialisme et le colonialisme français. Mais c'est aussi un organe de réflexion et de synthèse qui fournit un petit « dossier » d'actualité : sur les rivalités interimpérialistes dans l'océan Indien dans le n° 1 et sur l'espionnage soviétique dans le monde dans le n° 2. Ainsi s'efforce-t-il à la fois de dénoncer les méfaits de l'impérialisme, du social-impérialisme et du colonialisme, et de populariser les luttes de plus en plus intenses et souvent victorieuses des peuples contre l'oppression et l'exploitation. Il se fait enfin l'écho des activités anti-impérialistes qui se développent partout en France et signale le matériel disponible pour animer les meetings et les réunions.

« Solidarité anti-impérialiste » parait donc pouvoir devenir un précieux instrument de compréhension des grands bouleversements en cours et plus encore, de ceux qui s'annoncent, tant en Europe que dans le reste du monde.

Profitez de son tarif d'abonnement de lancement : les douze premiers numéros au prix de 10 F (Port compris), en vous adressant au C.I.L.A. 107, rue de la Réunion, 75020

Les retraités

Pourquoi les faire voter, les vieux retraités ?
Quels que soient les ministr', ils sont toujours derniers ;
Non rentables pour la bourgeoisie, reniés,
Ils sont deux fois punis d'avoir trop travaillé.
Une retraite est faite pour finir bien sage,
Pourquoi cette misère et pourquoi ce roulage,
Pourquoi n'aurait-ell' pas même taux pour même âge ?
— L'Etat veut les saigner encore davantage !
Dans l'urne ils « doivent » mettr' ces perfides bull'tins
Qui ne font qu'aggraver leur tragique destin.
Mieux être au coin des rues, la casquette à la main !
Ou ne point attendre des jours sans lendemain...
N'est-ce pas le devoir de tout gouvernement
De veiller notamment au sort des vieilles gens ?
Vous qui serez élus pendant cinq ou sept ans,
Vous pourrez rire, allez ! et prendre du bon temps !
Vous les Giscard, Chaban-Delmas et Mitterrand,
Vous les bourgeois de droite comme ceux de « gauche »,
Voulez-vous donc qu'ils emplissent encor vos poches ?
Non, vous n'aurez d'eux aucun bulletin, tyrans !

Un ouvrier retraité.

EDITIONS ENCYCLOPEDIQUES ALPHA :

6e SEMAINE DE GRÈVE

Ces éditions appartiennent à un trust multinational ; l'essentiel des capitaux viennent de l'Opus Dei en Espagne, et de la famille italienne Borolli, connue pour ses liens avec les néo-fascistes. Le trust a des principes d'édition bien simples : il glorifie le fascisme, dans des séries comme La dernière guerre, histoire controversée de la deuxième guerre mondiale ; *il profite de la soif populaire de connaissances pour faire de l'argent en vendant n'importe quoi ,sous le patronage de sommités bourgeoises ou révisionnistes. Par exemple, l'Encyclopédie Alpha écrivait qu'une sorte de champignon était comestible alors qu'il était vénéneux. Voilà ce qui arrive quand on licencie pour « rendement insuffisant » les rédacteurs qui prennent le temps de tout vérifier. Alertée par des rédacteurs et des lecteurs qui se plaignaient d'avoir été intoxiqués, la direction a refusé de faire rectifier la seconde édition, pour ne pas faire de frais !*

Dans la boîte, la direction a deux objectifs : avoir la peau des syndiqués ; licencier à volonté par un système de contrats temporaires ou de travail à la pige.

La lutte en cours s'est développée ainsi :

A l'automne dernier une équipe de rédacteurs s'est mise en grève contre les contrats temporaires illégaux. Le bonze C.G.T. Pierquet, dirigeant national du syndicat, est alors descendu voir le chef du personnel pour lui « imposer » une formulation légale des contrats temporaires. Et tous les grévistes de l'automne ont été licenciés légalement dans les mois suivants.

Fin décembre, une assemblée générale du personnel a voté une grève sur un cahier de revendications qui demandait notamment une augmentation non hiérarchisée de 200 F pour les salaires les plus bas. Pour casser la grève, la direction a menacé de licenciement tous les chefs de service qui lui refusaient un « serment d'allégeance » (!). Après quoi le bonze de la C.G.T. Pierquet a téléphoné à la section syndicale : « Je veux vous éviter une grève ! », et il est venu demander au délégué, en présence du directeur, de lever l'ordre de grève. Malgré ces pressions la grève a été un succès.

Du coup, le directeur a décidé de « nettoyer » la maison, « comme au Chili », dit-il, et il a annoncé le licenciement de 40 % du personnel dans l'année. Les employés ont répondu comme il faut : vingt-trois d'entre eux se sont mis en grève sur le mot d'ordre : pas de licenciements. Ils occupent une partie des locaux depuis le 27 avril. Aussitôt la direction a engagé des poursuites judiciaires contre un délégué syndical qu'elle refuse de reconnaître, et contre l'ensemble des grévistes, qu'elle veut faire expulser. De son côté, le bonze C.G.T. Pierquet est venu dire aux grévistes de reprendre le travail et de discuter ensuite. Mais aucune de ces manœuvres ne les a fait reculer.

Vu les trahisons des responsables C.G.T., pas étonnant qu'au cours de la lutte une section C.F.D.T. se soit créée et développée. Le comité de grève, qui regroupe syndiqués et non-syndiqués, a fait appel à des soutiens extérieurs pour l'aider à populariser la lutte, notamment dans l'édition et auprès du public d'Alpha.

En ce moment, la direction embauche des jaunes et veut laisser pourrir la grève. Développons le soutien !

Correspondant H.R.

Les intérêts en jeu au Portugal

Mozambique : Les combattants du Front de Libération lutteront jusqu'à la victoire totale.

Les récents événements au Portugal sont directement liés aux guerres coloniales menées par ce pays en Guinée-Bissau, en Angola et au Mozambique.

— Les guerres ont amené la misère pour le peuple portugais : 50 % du budget vont à l'armée ; le coût de la vie a augmenté de 21 % en 1973 ; 1 500 000 Portugais, soit un tiers de la population active, ont dû émigrer.

— Tandis que les déserteurs ou insoumis atteignent les 100 000, dans l'armée même est né un mouvement

Guinée-Bissau : Un cadre des forces armées patriotiques donne un cours de formation politique.

de révolte des jeunes officiers contre le gouvernement Caetano.

— C'est en proposant une ligne différente sur la question des colonies que le général Spinola est devenu un homme politique important dans l'évolution actuelle du Portugal.

Le néo-colonialisme

Dans le livre « Le Portugal et l'Avenir », il démontre que le Portugal ne peut remporter militairement la guerre qu'il mène dans ses colonies d'Afrique, et préconise la formation d'une Fédération d'Etats africains « autonomes » sous l'autorité du Portugal. Ainsi, ce général, ayant de lourdes responsabilités dans le massacre de populations africaines, a trouvé la solution miracle, qui sans abandonner le moindre mètre carré du sol africain, permettrait au Portugal de se sortir honorablement du bourbier de la guerre coloniale ; sa solution est une ligne néo-colonialiste.

Certes, elle s'oppose à la ligne de la fraction « ultra » de la bourgeoisie portugaise, partisan de la guerre à outrance, tirant souvent ses revenus de l'exploitation coloniale (café, sucre, huile, coton : 90 % du coton au Portugal vient du Mozambique), soutenue par les sociétés d'import-export avec l'outre-mer.

Mais elle s'oppose toujours à l'indépendance réelle des peuples africains. Elle exprime seulement le point de vue des « libéraux », comprenant tout l'intérêt d'une solution politique permettant, en échange de quelques miettes, de continuer l'exploitation des colonies à moindres frais, et tournés par ailleurs vers le capitalisme européen.

Il n'est pas inutile de savoir que le livre de Spinola a été édité par la maison Arcadia, dépendant du groupe C.U.F. (Companhia Uniaõ Fabril) contrôlant plus du dixième du capital social de toutes les sociétés portugaises, ayant le monopole des constructions navales, de la fabrication des produits chimiques, du fer, propriétaire presque exclusif de la production d'arachides en Guinée, du cuivre au Mozambique, entretenant des liens économiques avec les monopoles d'Europe occidentale ; Rogeiro Martins, secrétaire d'Etat à l'industrie, représentant la C.U.F. au gouvernement, défend le rapprochement avec l'Europe.

Qui est Spinola

Entré dans l'armée en 1930, il a servi comme volontaire aux côtés des franquistes dans la guerre civile espagnole ; au cours de la deuxième guerre mondiale, il a effectué notamment une mission d'observation en 1941, à Stalingrad, dans l'armée allemande. En 1961, il demande à être affecté en Angola, où il s'acquiert rapidement une réputation de « bravoure » et de « valeur militaire ». En 1968, il est envoyé en Guinée comme commandant en chef et gouverneur. Il y fait encore preuve « d'habileté militaire » contre le peuple en lutte, tout en expérimentant la ligne néo-colonialiste qu'il développera plus tard ; il crée en 1969 un « Congrès du peuple guinéen » pour favoriser une « intégration » à la vie politique de la population noire. Rentré au Portugal en 1972, il bénéficie de toutes les faveurs du régime : on le décore, on crée pour lui un poste de chef d'état-major. C'est alors qu'il écrit son livre — qui lui vaudra une destitution très momentanée : « A défaut de cette solution, ajoute-t-il, nous irons inévitablement vers la désintégration, perdant nos territoires africains l'un après l'autre » : on ne peut être plus clair !

Donc, par la ligne qu'il représente, par les intérêts auxquels il est lié, par son passé, Spinola ne représente pas le peuple, bien au contraire. Sa position à la tête du mouvement actuel au Portugal n'est absolument pas une garantie de démocratie réelle, ni pour le peuple portugais lui-même, ni pour les peuples de Guinée, d'Angola et de Mozambique. D'ailleurs, n'a-t-il pas promis des élections plus libres que celles connues jusqu'à présent au Portugal... que pour dans un an ?

De plus, la politique menée au Portugal ne met pas en jeu seulement la bourgeoisie de ce pays.

Certes, la guerre défend les intérêts des monopoles portugais, mais elle exprime aussi les intérêts des monopoles européens et U.S.

Les intérêts des monopoles étrangers

Au Portugal même, on sait que depuis longtemps la production du porto profite surtout aux sociétés qui le commercialisent, et qui sont en majorité anglaises. Mais encore, par exemple de 1966 à 1967, les investissements étrangers ont augmenté de 100 %, en 1971 de 91 %. Qui sont ces « investisseurs » ? On trouve Philips, Siemens, Grundig, Pfizer, Timex, I.T.T. ; des groupes français : Rhône-Poulenc, qui vient de s'associer avec une firme portugaise pour contrôler la production chimique, Schneider, la Banque d'Indochine, le Crédit lyonnais, la Banque française pour le Commerce extérieur, cette dernière associée à la Banque portugaise d'Outre-Mer pour construire une raffinerie de pétrole. Depuis 1965 d'ailleurs, une loi permet de rapatrier tous les bénéfices réalisés. Bref, les investissements étrangers représentent actuellement le quart de ceux réalisés dans le pays.

Dans les colonies, la R.F.A., avec la Deutsche Bank, le groupe Krupp et Bergman contrôlent plus de 70 % des réserves totales de minerai de fer en Angola ; la production de sisal est sous contrôle britannique et allemand ; l'Anglo American Corporation, dont 42 % du capital est européen, et De Beers dominent la production de diamants.

On retrouve la même chose au Mozambique où capitaux U.S., anglais, allemands, français, sud-africains et portugais contrôlent toute l'activité économique.

Les monopoles français sont largement parties prenantes dans l'exploitation des richesses des colonies portugaises : la banque française de Neuflize, Mallet et Cie est la principale actionnaire de plusieurs compagnies agricoles en Angola ; la Compagnie française des pétroles s'est associée avec Gulf Oil, Pétrofina et les Sud-Africains pour se partager les réserves pétrolières d'Angola (Giscard s'était d'ailleurs déplacé en 1969 en Angola pour un safari à forte odeur de pétrole) ; toujours en Angola, Air Liquide a investi pour plus de 40 millions de francs, l'alumine est exploitée par « Aluminio Portugues », qui n'est qu'un prête-nom pour Péchiney ; est-il nécessaire de dénoncer le rôle de l'impérialisme français dans le projet de construction du barrage de Cabora-Bassa sur le Zambèze, qui serait le quatrième du monde par son importance ? L'Afrique du Sud profiterait pour une bonne part de cette énergie pour exploiter les mines du Transvaal et toutes les richesses de son sous-sol. De plus, ce barrage permettrait l'irrigation de 2 500 000 ha de terres qui seraient affectées à des colons blancs, alors que l'on a chassé 22 000 Africains de leurs terres et alors que cette région est un lieu d'implantation de la guérilla. Qui financerait ? Allemagne, Afrique du Sud, France par l'intermédiaire de la Banque de Paris et des Pays-Bas, dont l'un des membres est Oppenheimer, célèbre banquier sud-africain. Où siège ce consortium ? à Paris ! Si certains pays ont renoncé à ce projet sous la pression de certains Etats africains, la France continue à y participer avec le Portugal !

Les exemples de la participation des monopoles internationaux au pillage dans les colonies portugaises sont innombrables, et les impérialismes les plus favorisés aident le Portugal dans sa guerre coloniale : celui-ci ne peut en fait la poursuivre que grâce à l'aide militaire et financière de l'O.T.A.N., qui voit un haut intérêt dans les possessions portugaises d'outre-mer en tant que bases stratégiques.

Une importante aide stratégique est fournie par la R.F.A. et les U.S.A. Le Portugal a rendu service dernièrement à Israël lors du dernier conflit avec les pays arabes, prêtant sa base des Açores aux avions américains.

Mais le rôle de la France est loin d'être négligeable : fourniture de sous-marins, d'hélicoptères « Alouette » au Portugal et à l'Afrique du Sud, qui aide le Portugal par l'envoi de troupes et d'armes dans les colonies. Pour se renforcer dans la concurrence internationale, l'impérialisme français n'hésite pas à le faire avec le sang des peuples !

Les peuples de Guinée, d'Angola et de Mozambique sont bien décidés à conquérir les armes à la main leur indépendance. Leurs mouvements se renforcent sans cesse et obtiennent de nouvelles victoires.

Mais les impérialistes portugais et ceux qui le soutiennent auront à répondre de massacres visant à exterminer les populations indigènes, aussi atroces qu'au Vietnam.

Le peuple de Guinée-Bissau a montré la voie ; c'est Amilcar Cabral, assassiné il y a un peu plus d'un an par l'impérialisme portugais, qui déclarait en septembre 1972 : « Nous réaffirmons qu'il n'y a pas de manœuvres, de concessions, de crimes ou de mensonges qui puissent arrêter la marche irrésistible de notre peuple vers l'indépendance ».

Toutes les manœuvres de la bourgeoisie portugaise sont inexorablement vouées à l'échec.

Dénonçons l'impérialisme portugais et sa sale guerre, ainsi que tous les impérialismes qui le soutiennent !

Il faut rompre le silence sur la participation de l'impérialisme français aux pillages et à la guerre dans les colonies portugaises !

Soutenons la juste lutte de libération des peuples d'Angola, de Guinée et de Mozambique !

octobre

Parti Communiste de Suisse / Marxiste–Léniniste PCS/ML

Nous publions dans cette page de larges extraits d'un article de nos camarades du Parti Communiste de Suisse - Marxiste-Léniniste (P.C.S.-M.-L.) paru dans le numéro d'avril 1974 de leur mensuel.

L'analyse et les idées exprimées dans cet article intéressent l'ensemble du Mouvement communiste marxiste-léniniste, notamment en Europe Occidentale, et plus particulièrement en France, au moment où les dirigeants du groupe « Front rouge » viennent d'opérer une nouvelle manœuvre de division en créant leur P.C.R. (m.-l.).

Il est en effet intéressant de constater qu'un processus analogue est développé dans d'autres pays, avec des méthodes et lignes idéologiques et politiques similaires.

Mais qui donc tire les ficelles de ce travail de division des forces marxistes-léninistes en Europe ?

Et qui donc peut y avoir intérêt ?

H.R.

Pour l'unité du mouvement révolutionnaire suisse,

luttons contre le révisionnisme,

luttons contre tous les courants spontanéistes et trotskystes

A diverses reprises, on a reproché à notre Parti son « sectarisme », son « manque d'esprit d'unité »... Si ce reproche provient de la nécessité d'une plus grande unité, d'une plus grande force du mouvement révolutionnaire, nous disons alors : *nous sommes pour l'unité la plus grande possible. Mais une unité avec l'ennemi et ses agents conscients ou inconscients n'est pas possible, elle ne renforcerait en rien le mouvement révolutionnaire, mais l'affaiblirait au contraire. Nous acceptons la critique partout où nous avons laissé échappé des possibilités d'alliance avec des révolutionnaires ou des groupes révolutionnaires honnêtes, avec des éléments progressistes, combatifs.* Mais nous refusons cette critique lorsqu'elle spécule sur une unité sans principes, sur un affaiblissement de la lutte idéologique contre le révisionnisme. *Au contraire, nous allons renforcer la lutte idéologique contre le révisionnisme, le trotskisme et le spontanéisme, nous la mènerons aussi plus directement, sur la base d'exemples concrets, contre les manifestations concrètes de ces courants. La lutte idéologique affaiblit la bourgeoisie dans tous les domaines, elle renforce le prolétariat et sa ligne politique.*

Le PCS (m-l) dirige la lutte politique du prolétariat et du peuple de Suisse, contre ses ennemis nationaux et internationaux, la bourgeoisie, l'impérialisme et le social-impérialisme. La stratégie et la tactique du Parti se basent sur l'analyse de la situation concrète, elles dirigent la lutte du prolétariat et du peuple pour leurs intérêts à court et à long terme, elles tiennent compte des contradictions qui divisent l'ennemi. En cela, le Parti se heurte à la résistance acharnée de la bourgeoisie, à la résistance des révisionnistes et de tous leurs agents. Ces agents à l'intérieur du mouvement révolutionnaire essaient d'affaiblir le peuple, de combattre l'idéologie prolétarienne, le marxisme-léninisme et le Parti, de perpétuer le pouvoir de la bourgeoisie et de lui permettre d'être à l'offensive. Ils essaient aussi, par de feintes attaques contre un seul des ennemis, de permettre aux autres d'entrer. Le développement des luttes délimitera les fronts, amènera de nombreuses forces au marxisme-léninisme et démasquera ces agents.

Nous devons clarifier notre position envers tous les courants bourgeois antiprolétariens. Une bonne connaissance de tous les courants et groupes nous aidera, d'une part à mener de manière offensive la lutte idéologique, la polémique et la confrontation, d'autre part, à mieux saisir toutes les possibilités d'unité.

Entamons une large discussion sur le caractère des divers courants, sur les expériences faites dans la lutte idéologique et dans la réalisation de l'unité.

∴

Le spontanéisme est l'idéologie spontanée de la révolution des intellectuels petits-bourgeois. En lui coexistent des éléments justes (se rapprocher du peuple) et des éléments erronés (projeter la révolte anti-autoritaire petite-bourgeoise sur le peuple, vouloir maintenir le peuple au stade du mouvement de masse inconscient et préserver ainsi la direction pour les intellectuels petits-bourgeois). La base de classe petite-bourgeoise détermine la ligne vacillante des spontanéistes, le mélange d'erreurs « de gauche » sur un fond d'erreurs de droite, leur ligne en zig-zag dans les actions. Face à toute stratégie, à toute tactique, ils glorifient la lutte en soi, sans but, sans stratégie, sans tactique. Ils sous-estiment le peuple, cherchent à river le prolétariat à l'économisme ; mais ils tombent à genou devant l'ennemi, surestiment la bourgeoisie, l'Etat et les syndicats, versent dans le pessimisme et le défaitisme. Cependant, les spontanéistes sont des alliés possibles car ils veulent la lutte ; mais, en raison de leur ligne et de leurs méthodes de travail petites-bourgeoises, ils restent des alliés peu sûrs. Une partie des spontanéistes tire la leçon des expériences et se rapprochent du prolétariat, du marxisme-léninisme, mais la tendance à l'opportunisme de droite reste dominante et est constamment renouvelée par les dirigeants des groupes spontanéistes à travers leur collaboration avec les révisionnistes et les réformistes. Cet opportunisme de droite est aussi le terrain sur lequel se développe, à l'intérieur même des groupes spontanéistes, la tendance antiparti néo-trotskiste.

∴

Le trotskisme est l'anticommunisme sous un masque d'extrême-gauche, c'est la position la plus avancée de la bourgeoise dans le mouvement révolutionnaire. La base de classe du trotskisme est la bourgeoisie intellectuelle. Historiquement, le trotskisme a occupé toutes les positions de l'opportunisme de droite (en partie sous le couvert de l'opportunisme « de gauche ») jusqu'à être l'agent objectif et subjectif de la bourgeoisie. Aujourd'hui, il tente de réunir toutes ces positions ; il est, et a toujours été, un ennemi du prolétariat et du mouvement communiste. La caractéristique la plus importante du trotskisme est sa méfiance à l'égard des masses populaires. Pour les trotskistes, l'histoire est l'œuvre d'une minorité d'élite et non des masses populaires, cette minorité d'élite conduisant le prolétariat inconscient dans un processus révolutionnaire permanent. Ils ont peur de toute lutte de classe ouverte, de toute libération réelle des masses populaires et cherchent à faire du prolétariat leurs troupes d'infanterie. C'est là le fondement de la politique à double face des trotskistes, d'une part à l'égard de la relève des cadres intellectuels, d'autre part à l'égard du prolétariat. Leurs jeunes cadres, provenant presqu'exclusivement de l'intelligentsia petite-bourgeoise, sont formés pour devenir les soldats d'élite jusqu'à ce qu'ils soient en mesure de s'infiltrer dans l'appareil d'Etat, dans l'économie, dans les syndicats et dans divers partis et organisations (ce qu'on appelle l'entrisme), et d'accéder au pouvoir bourgeois par l'intrigue de la tromperie. Mais à l'égard du prolétariat, les trotskistes se montrent paternalistes, ils mettent avant tout l'accent sur la lutte économique, promettant le « contrôle ouvrier », une tromperie à l'égard de la classe ouvrière (du genre de la « participation ») qui devrait tenir la classe ouvrière à l'écart de la lutte politique.

Les idées trotskistes sont restées des songes métaphysiques et ne se sont fort heureusement jamais réalisées. Elles ne sont que le sucre destiné à attirer les idéalistes petits-bourgeois, à les gagner à l'activité d'agents de la bourgeoisie contre le prolétariat et le peuple, contre le communisme, contre l'Union soviétique de Lénine et de Staline, contre la révolution chinoise, vietnamienne, albanaise, contre la lutte pour la République du peuple espagnol, etc.

Actuellement, en Suisse, le trotskisme apparaît sous trois formes : 1. la LMR, représentant la IV^e^ Internationale ; 2. En tant que trotskisme spontané dans la petite-bourgeoise intellectuelle qui (organisée ou non) pénètre les organisations réformistes social-démocrates et révisionnistes ; 3. Sous la forme du néo-trotskisme.

∴

Le néo-trotskisme se démarque du trotskisme de la IV^e^ Internationale, il s'en distingue par le fait qu'il se présente actuellement sous un aspect « marxiste-léniniste » ou « maoiste » (ou plutôt qu'en conséquence de l'influence croissante du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsétoung, il est obligé de se présenter sous cette forme). Une de ses caractéristiques essentielles est qu'il cherche à se faire une place en tant que troisième force entre le marxisme-léninisme et le révisionnisme. Il s'appuie en cela sur l'illusion d'une troisième force dans le mouvement communiste international, tout d'abord Cuba, puis en cherchant à utiliser le Vietnam et la Corée pour cette manœuvre. Actuellement, il tente de mener une activité de scission opportuniste de droite dans le mouvement marxiste-léniniste et de se créer un poste en tant que force intermédiaire entre les forces marxistes-léninistes et révisionnistes. Le néo-trotskisme apparaît aujourd'hui en Suisse comme un courant divisé à l'intérieur, mais relativement fort cependant dans la jeunesse intellectuelle et petite-bourgeoise. Il vit dans le mouvement spontanéiste et est relativement fort dans les groupes CLP (GE) et RAZ (ZH) ; de la RAZ est sortie la fraction « Rote Fahne » ZH qui s'est appropriée par une escroquerie le nom de « PCS ». Sur le plan international, les groupes CLP-RAZ propagent la ligne de « Bandera Roja » (Espagne) et « Avanguardia Operaia » (Italie), tandis que le groupe « Rote Fahne », peu de temps déjà après sa sortie de la RAZ, s'est enorgueilli du soutien international des groupes « Rote Fahne » (Allemagne), « Servire il popolo » (Italie) et « Front Rouge » (France).

Le néo-trotskisme, comme le trotskisme, est un parasite anticommuniste dans le mouvement communiste. La cible de ses attaques est (de manière dissimulée) la République populaire de Chine et la République populaire d'Albanie et (ouvertement) le mouvement marxiste-léniniste international. Pour les intellectuels, ce courant présente une façade « de gauche » puriste, mais pour la classe ouvrière, ils pratiquent le plus plat économisme. Ils prêchent la lutte économique contre les attaques de la bourgeoisie et de l'impérialisme dans le but de désarmer politiquement la classe ouvrière. En conséquence logique, les néo-trotskistes attaquent toute opposition conséquente aux syndicats, et opposent à l'appareil syndical et à la bourgeoisie, une « autonomie » abstraite de la classe ouvrière et des luttes ouvrières. Cette « autonomie », cette lutte économique désamorcée et séparée de la lutte politique est alors dirigée et trahie par un appareil syndical dans lequel les néotrotskistes pratiquent l'entrisme. On a pu voir exactement les dommages causés par les tenants de ce courant ainsi que leur activité antiprolétarienne de sabotage dans la lutte des hôpitaux de Genève et à d'autres occasions. Dans une première phase, ils aident le syndicat à prendre un visage de gauche et à soumettre le mouvement de masse à son contrôle, puis, dans une seconde phase, ils prêtent un concours actif aux bonzes syndicaux pour trahir le mouvement de masse et se donnent toutes les peines du monde pour cacher cette trahison.

Sur le plan international, les superpuissances, mais tout particulièrement le social-impérialisme soviétique, sont épargnées par ce courant, l'impérialisme suisse ou l'impérialisme du Marché commun sont mis en avant et attaqués sans que le lien avec les deux superpuissances ne soit fait. En ce qui concerne le mouvement de libération, les néotrotskistes cherchent à diviser la lutte des peuples et des nations contre l'impérialisme en une infinité de luttes isolées et de les diriger contre des alliés possibles (comme par exemple la bourgeoisie arabe).

1er mai

Strasbourg

Les M.-L. de Strasbourg ont organisé pour le 1er mai une manifestation et un meeting.

La préparation

Trois semaines à l'avance des contacts ont été pris avec les diverses organisations françaises et étrangères pour rassembler le maximum de monde pouvant être d'accord avec la base politique suivante :

— Journée antiélectoraliste et antirévisionniste ;

— Journée anti-impérialiste en dénonçant les deux superpuissances.

Les organisations étrangères étaient prêtes à participer à notre journée jusqu'au moment où on apprit que le P. • C. • F. et la C.G.T. faisaient aussi avec d'autres organisations une manifestion. A partir de ce

moment elles ne voulurent pas choisir officiellement entre les deux manifestations. Elles se groupèrent en un front anti-impérialiste et firent un tract sur le 1er mai autonome. Certains étrangers participèrent individuellement à notre manifestation et à notre meeting final.

Les organisations françaises dont F.R. n'appellèrent pas à la manifestation. Mieux même F.R. couvrait nos affiches par un appel à un meeting du P. • C. • R. qui avait lieu quelques jours avant. Les M.-L. de Strasbourg collèrent quelques 900 affiches. Les gens du P. • C. • F. en arrachèrent un grand nombre.

Des tracts furent distribués en masse dans des quartiers populaires, devant certaines usines, dans les facultés, devant un lycée technique. Ces tracts expliquaient le sens de notre manifestation et de notre meeting, donnaient nos mots d'ordre et appelaient au rassemblement initial qui était commun avec les révisionnistes.

Friction avec les révisionnistes

Le 1er mai à 9 h 45 nous sommes là à pied d'œuvre un peu à l'écart du rassemblement révisionniste avec drapeaux rouges, portraits, avec des pancartes dénonçant le révisionnisme et l'impérialisme et avec une banderole. On appela par magaphone les gens à venir se joindre au cortège d'H.R. On lançait les mots d'ordre :

— Mitterrand - Chaban blanc bonnet et bonnet blanc ;

— Programme commun, programme bourgeois ;

— Mitterrand - Giscard blanc bonnet et bonnet blanc.

Alors retentit la fanfare de la C.G.T. pour nous couvrir. Quelques révisionnistes se fâchèrent et menacèrent le représentant d'H.R.

• Tu veux te faire casser la figure ? •

• Fais attention à toi, c'est tout ce qu'on te dit ! •

• Fais attention à ce que tu dis ! •

Nous répliquons en criant • à bas la fascisation • en nous groupant autour du représentant d'H.R. Tout de suite nous avons dénoncé les menaces des révisionnistes mais nos paroles furent couvertes par la fanfare de la C.G.T.

Nous nous préparons à partir en ordre impeccable derrière la banderole, mégaphone en tête pour un parcours autonomes. Une centaine de personne en tout s'ébranlèrent ainsi en chantant • l'Internationale • (on avait distribué les paroles de quelques chants révolutionnaires) et en scandant les mots d'ordre d'H.R. On traversa la centre ville pour se diriger ensuite dans un quartier populaire. Nous n'étions pas très nombreux mais ce qui était frappant c'était la discipline des manifestants. Les mots d'ordre furent très bien repris. On avait préparé minutieusement la manifestation. Nous regrettons d'être partis un peu tôt car nous aurions pu avoir plus de monde en partant plus tard.

Au cours du meeting final dans le quartier ouvrier, le représentant d'H.R. expliqua notre position par rapport aux élections et notre but. De nombreuses personnes étaient aux fenêtres et applaudirent.

C'était notre première expérience de manifestation indépendante.

P.S. — Notons que pendant la manifestation un tract du P.C.M.-L.F. fut distribué. Notons aussi que F.R. participa à la manifestation du P. • C. • F. et non à la notre. F.R. se mit derrière la manifestation du P. • C. • F. et devant les trotskistes.

Dijon

Suivant le juste appel de la direction nationale de l'H.R. à manifester le 1er mai, les communistes marxistes-léninistes de Dijon ont organisé une manifestation contre l'électoralisme, pour la révolution prolétarienne.

Regroupant une soixante de manifestants, pour la plupart jeunes travailleurs, la manifestation a parcouru les rues principales et les plus populaires de Dijon. Pendant près d'une heure et demie, les manifestants, regroupés derrière trois grandes banderoles, ont affirmé avec une forte détermination, leurs positions antiélectoralistes, et contre toute solution bourgeoise à la crise : • Ni Chaban, ni Giscard, ni Mitterrand : abstention. Vive la révolution prolétarienne. Le pouvoir est au bout du fusil •. Tels étaient les principaux mots d'ordre scandés, au cours de la manif. Une courte intervention en fin de parcours devait rappeler les justes positions des marxistes-léninistes sur le candidat bourgeois Mitterrand.

A l'autre bout de la ville, au fin fond d'un parc public, les dirigeants réformistes et révisionnistes se congratulaient autour d'une buvette.

D'un autre côté, il y avait certes d'éminents révolutionnaires, les trotskistes qui entendaient bien • ne pas respecter la trêve électorale • pour ensuite pouvoir mieux appeler à voter Mitterrand !

Contre toute cette gigantesque mystification, à deux visages, la manifestation appelée par l'H.R. était la seule à affirmer clairement des perspectives révolutionnaires. C'est pourquoi nous regrettons d'autant plus que les militants de F.R. et de l'U.C.F., unis pour l'occasion, aient cru bon, deux jours avant le 1er mai d'appeler à une manifestation de division : leur échec total (une petite douzaine de militants à leur rassemblement) les amènera sans doute à réfléchir un peu sur cette question : à qui profitent leurs manœuvres destinées à semer la confusion ?

Cette manifestation, la première organisée de manière autonome à Dijon par les communistes marxistes-léninistes de l'Humanité rouge, marque une étape importante dans la lutte contre le révisionnisme et son petit frère le trotskisme, et dans le renforcement de l'avant-garde marxiste-léniniste.

Vive le 1er mai de lutte de classe !

Vive la révolution prolétarienne !

Correspondant Dijon.

o

Lille

Le 2 mai au soir s'est tenu à Lille un meeting sur le 1er mai et les élections. Ce meeting organisé par la Gauche révolutionnaire et un groupe local, le noyau M.-L. de Lille, constitue une date importante dans la lutte contre le révisionnisme moderne et pour l'unité des M.-L. au sein de l'avant-garde, dans le Nord.

L'action des M.-L. a été double lors de cette campagne présidentielle : appel à la manifestation centrale organisée par H.R. et G.R. à Paris et appel au meeting du 2 mai, à Lille. Il y eut 4 interventions à cette réunion qui regroupait environ 130 camarades : explication du mot d'ordre d'abstention, explication du danger que constitue le social-impérialisme, rappel du passé du • socialiste • Mitterrand, dénonciation des 5 • objectifs sociaux immédiats de l'Union de la Gauche •. Cette série d'interventions se terminait par un vibrant appel d'un camarade ouvrier du textile, appel à l'unité de classe contre le révisionnisme, le trotskisme, appel à la lutte pour l'indépendance nationale et la révolution prolétarienne.

Le meeting était bien engagé. Mais cela n'était pas du goût de tout le monde. Notamment pas du goût des antipartis du groupe F.R. et du groupe P.L.R. Le groupe P.L.R. avait été invité à la préparation de ce meeting ; mais en cours de route, sans explication, ils disparurent pour se retrouver, le jour du meeting venu, au fond de la salle, du côté des saboteurs. Les saboteurs, ce furent des militants du groupe F.R. ; ce groupe ne fut pas invité à la préparation du meeting car son attitude est de plus en plus celle de diviseurs.

Comment préparer un meeting anti-électoraliste et anti-Mitterrand avec ceux qui appellent à confectionner des bulletins de vote • Roustan • pour les urnes de la bourgeoisie, par des tracts où la lutte contre le révisionnisme est réduite à sa plus simple expression !

Leur travail de sabotage au cours du meeting fut clair. Ils arrivèrent en cours de route et monopolisèrent la parole, non pas par des questions ou des interventions antirévisionnistes, mais par des attaques hautaines et ironiques uniquement anti-H.R. et anti-G.R. Ils prétendirent ainsi que le processus de ralliement de la G.R. à l'H.R. n'était que l'unificaiton de tous les opportunistes, que la manifestation de l'H.R., de la G.R. et des organisations étrangères M.-L. et anti-impérialistes à Paris avait été une manifestation à la remorque du trotskisme, que la lutte pour l'indépendance nationale était une ligne de collaboration avec l'impérialisme français, que la lutte contre la fascisation était une ligne de collaboration avec le révisionnisme moderne, etc.

A ce travail hargneux de sape systématique de F.R., rejoint (et ce n'est pas un hasard !) par P.L.R., les camarades de la G.R. répondirent par de larges explications politiques, développant leurs interventions. Puis un camarade ouvrier reprit la parole pour appeler à la lutte classe contre classe contre l'ennemi principal : le révisionnisme moderne, et dénonçant ces diviseurs qui font le jeu de Mitterrand ; cette intervention, applaudie, réduisit au silence toute tentative de sabotage. Tous les camarades présents en avaient assez de subir les manœuvres d'arrière-garde F.R. et P.L.R.

Le dernier mot devait revenir aux camarades du Comité de grève de l'usine Protectal. Ces militants cégétistes, qui depuis le 23 mai mènent une lutte acharnée contre le patronat et les directions pourries C.G.T., appelèrent au soutien de leur juste lutte. C'était la preuve, si besoin en était encore, que seule la lutte classe contre classe contre le patronat et les dirigeants traîtres de la C.G.T., permet à la classe ouvrière de marcher vers la victoire. L'intervention de ces camarades ouvriers, se termine par • l'Internationale •.

Le bilan est donc clair et pour l'ensemble des M.-L. à Lille il est très important. Il y a deux lignes, deux voies, deux classes : il y a ceux qui préfèrent lutter contre la ligne M.-L. que lutter contre le révisionnisme moderne et il y a ceux qui portent l'essentiel de leurs coups au révisionnisme moderne, en travaillant à déjouer toute manœuvre de division des forces M.-L.

Les militants de la Gauche révolutionnaire sur Lille appellent les militants de base de F.R., du P.L.R. et du noyau M.-L. de Lille à se poser la question suivante : **Quel camp ont renforcé ceux d'entre vous qui, lors de ce meeting, ont organisé un front anti-H.R. ?** La réponse est claire. Qui ne lutte pas de façon conséquente contre le révisionnisme moderne, sert le révisionnisme moderne ! Qui tente de diviser le camp du M.-L. est un agent de la bourgeoisie ! Il faut bien réfléchir à tout cela et en tirer toutes les conclusions avec un ferme esprit d'unité prolétarienne !

Des lecteurs de • H.R. • (Lille).

3 MOIS : 12 NUMEROS, 6 MOIS : 26 NUMEROS 1 AN : 52 NUMEROS

ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens • l'H.R. • dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....

	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
	3 mois	20 F	35 F	50 F
	6 mois	46 F	80 F	100 F
	1 an	92 F	160 F	200 F
Etranger :	3 mois	45 F	75 F	
	6 mois	85 F	140 F	
	1 an	170 F	280 F	

Réglement au C.C.P. • l'Humanité Rouge • 30 226-72 La Source ou par timbres.

1er MAI A TIRANA :

Un article de notre délégué, Claude Lebrun, publié dans « Puna »

Le camarade Claude Lebrun a représenté en Albanie les ouvriers révolutionnaires de France à l'occasion du 1er mai. Voici le texte d'un article qu'il a écrit et qui a été publié dans « Puna », organe du Conseil central des Unions professionnelles d'Albanie, en date du 3 mai 1974.

Notre camarade en visite au combinat Mao-Tsé-toung.

Tout ce que nous avons vu lors de notre séjour inoubliable en Albanie, on peut le résumer dans la conclusion, que toutes les victoires et les succès magnifiques qu'a remporté le peuple albanais trouvent la source dans l'unité d'acier du Parti avec le Peuple, et dans la détermination inébranlable pour marcher toujours sans hésitation dans la voie des enseignements du marxisme-léninisme.

Nous avons constaté cette liaison étroite des masses avec le Parti de la classe ouvrière, non seulement durant le défilé magnifique du 1er mai, lors des visites que nous avons faites dans diverses entreprises, mais aussi dans le musée de la lutte de libération. Tout en visitant ce musée, ce qui m'impressionna le plus c'est que le peuple albanais, bien que petit en nombre, a su résister et lutter, et gagner contre tous les ennemis puissants et féroces. Un peuple même petit, lorsqu'il lutte pour une cause juste, sous la direction d'un parti vraiment marxiste-léniniste comme le P.T.A. avec à sa tête le camarade Enver Hoxha, est en état de vaincre chaque ennemi aussi puissant soit-il.

Même après la Libération du pays du joug nazi-fasciste et des ennemis intérieurs, la classe ouvrière d'Albanie et son parti, renforçant la dictature du prolétariat pendant trente années de suite a triomphé des ennemis innombrables, sur le blocus féroce capitaliste-révisionniste, faisant de l'Albanie un phare et une citadelle invincible du socialisme et de la révolution. L'Albanie avec héroïsme et détermination sans égal est devenue un grand exemple, un appui et une inspiration puissante pour les peuples du monde.

Mon désir le plus grand et mon engagement est de faire connaître les réalisations magnifiques remportées par la classe ouvrière et le peuple albanais sous la direction de son Parti du Travail.

Bordeaux :

Mardi 30 avril à Bordeaux, au cinéma « Le Moderne », une soixantaine de personnes ont participé au meeting organisé par l'Humanité rouge » et la Gauche révolutionnaire (M.-L.) pour un 1er mai de lutte de classe, contre la farce électorale. Plusieurs organisations avaient tenu à apporter un message : d'abord la coordination nationale de l'opposition syndicale ouvrière d'Espagne, membre du F.R.A.P., le Comité Palestine-Yémen-Golfe arabe de Bordeaux, l'Union des Comités d'Action de Bordeaux (organisation de masse en milieu étudiant), le Comité de Bordeaux du F.U.N.K. Un message du Comité de Parti de Bordeaux du Parti communiste marxiste-léniniste de France (P.C.M.-L.F.) fut également lu à la tribune et chaleureusement applaudi.

A la fin du meeting les participants entonnèrent avec enthousiasme le chant des travailleurs, « l'Internationale », notamment le septième couplet créé à Puyricard le 31 décembre 1967 au congrès constitutif du Parti communiste marxiste-léniniste de France.

L'assistance était réduite, mais bien représentée en ouvriers. Un vieux camarade ouvrier nous dit à la fin : « Nous n'étions pas bien nombreux, mais c'était important, et il faut bien commencer; la prochaine fois ce sera mieux ».

On nota que le Parti communiste marxiste-léniniste de France avait fait distribuer un tract dans la salle.

o

L'après-midi du 1er mai, dans une petite salle de quartier populaire, à l'appel de diverses organisations, anti-impérialistes, politiques et de masse : Amicale des Algériens en Europe ; Association générale des Etudiants martiniquais (A.G.E.M.), Comité pour l'Espagne républicaine antifasciste et populaire (C.E.R.A.P.), Comité Palestine-Yémen-Golfe Arabe (C.P.Y.G.A.), Fédération des Etudiants d'Afrique noire en France (FEANF), Front révolutionnaire antifasciste et patriote (F.R.A.P.), Gauche révolutionnaire, Humanité rouge, Union nationale des Etudiants du Maroc (U.N.E.M.), s'est déroulé un meeting anti-impérialiste, avec films et débats. Une centaine de personnes ont ainsi passé un après-midi militant dans cette salle décorée d'affiches montrant les luttes des peuples du monde, où sur des tables de vente étaient exposés livres et brochures de Palestine, de France, du Cambodge, d'Espagne, d'Afrique, etc., et qui résonnaient de chants révolutionnaires.

Un camarade travailleur lut tout d'abord une déclaration au nom de toutes les organisations qui avaient préparé ce 1er mai. Il laissa ensuite la parole à un camarade de la F.E.A.N.F. qui fit un exposé très complet sur les luttes des peuples d'Afrique contre le colonialisme, le néocolonialisme et l'impérialisme, et la lutte pour la récupération des richesses nationales. Deux films palestiniens furent ensuite passés qui montraient la vie dans les territoires occupés par le sionisme israélien ; ils étaient commentés par les camarades du Comité Palestine-Yemen-Golfe Arabe de Bordeaux, qui prirent ensuite la parole pour exposer la situation actuelle de la Résistance palestinienne. Deux camarades français présentèrent ensuite un montage de diapositives sur la République populaire d'Albanie ; puis deux camarades martiniquais intervinrent tour à tour sur la situation dans leur pays : l'exploitation forcenée par le colonialisme français, la situation des forces politiques, le rôle de traîtres des partis « communistes » « populaires », et des groupes trotskistes, le développement des luttes du peuple... Un membre de l'U.C.A.B. (organisation de masse en milieu étudiant) prit ensuite la parole.

Un camarade espagnol, membre du F.R.A.P., présenta ensuite un exposé illustré de diapositives sur son pays, et la lutte menée contre la clique fasciste de Franco et l'impérialisme yankee. Un débat s'engagea ensuite avec des travailleurs immigrés espagnols ; l'un d'entre eux demanda une minute de silence à la mémoire des combattants républicains morts dans la lutte contre le franquisme ; toute l'assistance se recueillit alors un instant. Après le meeting les participants restèrent un moment à consulter divers livres et brochures aux tables de vente.

Vendredi 17 mai à 20 h 30

Palais du Travail de

VILLEURBANNE

Meeting :

"Quelle voie prendre?"

Organisé par l'Humanité rouge avec la participation de la G.R. (M.-L.) et du Travailleur tunisien

Nice :

A l'appel de H.R., G.R. et P.L.R., 200 travailleurs et étudiants s'étaient rassemblés place Saint-François à 10 heures du matin à Nice. Les organisations de travailleurs immigrés bien que partie prenante de la manifestation, choisissaient très justement de constituer un cortège autonome, sur leurs propres mots d'ordre. Quand au groupe U.C.F., il avait lancé un appel séparé.

Avant même que les organisations françaises soient présentes (l'appel des immigrés à 9 heures) des membres du S.O.-C.G.T. ainsi que des dirigeants révisionnistes locaux ont fait des pressions sur les travailleurs immigrés pour les convaincre de rejoindre leur meeting, avec la prétention de leur interdire de manifester avec leurs organisations représentatives ; et ces quelques nervis sociaux-fascistes de les agresser brutalement mais sans succès.

S'en prenant ensuite aux organisations M.-L. françaises, ils déclarèrent avec force qu'ils empêcheraient notre manif de se dérouler. Après ces provocations et le désordre qu'ils avaient créés, ils se défilèrent pour laisser la place aux gardes mobiles qui chargèrent violemment à la grenade lacrimogène et à la matraque ; 4 manifestants ont été arrêtés.

Une fois de plus la collusion objective entre certains membres dirigeants de la C.G.T. et les flics parait évidente. Pour combattre de telles actions !...

— **Osons lutter contre le révisionnisme, obstacle principal à la révolution prolétarienne ;**

Les camarades des groupes H.R. et G.R. de Nice.

La rage impuissante des petits bourgeois

Lénine dénonça en de nombreuses occasions ce qu'il appela « la rage du petit-bourgeois ».

L'hebdomadaire trotskiste « Révolution ! » du 3 mai, rendant compte des manifestations du 1er mai, a publié un article si caractéristique de cette idéologie non prolétarienne, que nous avons décidé de l'offrir ci-dessous à la bonne humeur de nos lecteurs.

Il faut bien rire un peu de temps en temps. Merci, « Révolution ! ».

des provocateurs inattendus

Mercredi 1er mai a été l'occasion pour quelques centaines de pseudo-révolutionnaires de révéler leur vrai visage : celui de sectes misérables. Les groupuscules « M.-L. » dogmatiques du type de Front rouge et de l'U.C.F., les groupes anarchistes qui ont essayé de barbes à la place des Fêtes de manifester à l'écart n'ont finalement gêné personne.

Mais les quelques centaines d'irresponsables, membres de « l'Humanité rouge » et de la « Gauche révolutionnaire M.-L. » ont avaient décidé de manifester **devant** le cortège des organisations révolutionnaires et des comités de masses. En place dès l'aurore, casqués et armés, ils se sont donnés en spectacle devant les photographes et les cameramen, scandant leurs mots d'ordre favoris : « A bas le trotskisme et le révisionnisme » en particulier.

Seul le sang froid du service d'ordre unitaire de la manifestation a permis que la **provocation** de cette secte ne réussisse pas, qu'aucun prétexte ne soit donné à la bourgeoisie et aux réformistes pour dénaturer le sens de notre manifestation.

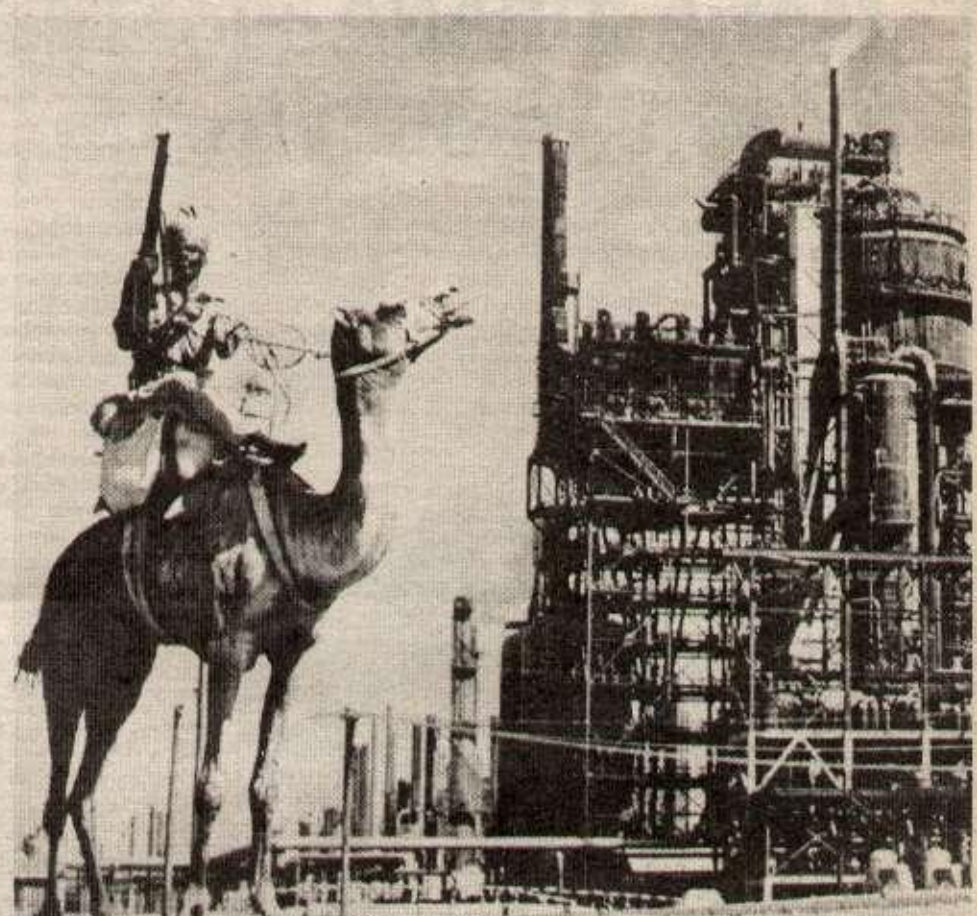
Souscription permanente

Soutien à la campagne antiélectoraliste d'H.R.	100
Contre l'électoralisme et le révisionnisme moderne Soutien à la campagne d'H.R.	1 000
M.D. et G.B. contre l'électoralisme soutien à H.R.	50
Le comité de rédaction H.R.	275
Une amie d'H.R.-Est	100
En supplément à abonnement - Soutien à H.R. N.F.	40
En supplément à réabonnement - Soutien à notre presse R.D.	8
Soutien permanent (mai) J.V.	10
En supplément à mon réabonnement - Soutien à H.R. pour sa campagne antiélectoraliste E.G.	54
Supplément à réabonnement - Soutien à H.R. A.S.	40
Des enseignants de l'Ouest Soutien permanent	80
Sur un marché en supplément à ventes de brochures, plusieurs acheteurs	54
Une camarade	3
Une femme petite fonctionnaire	10
Un camarade fonctionnaire	50
Versement anonyme et périodique Paris (2 mois)	2 000
C.D.H.R. province Soutien à H.R.	100
2 sympathisants : « Abattre le révisionnisme »	50
C.D.H.R. Dallidet	13,80
1 postier	2
C.D.H.R. Gemnitz	10
Soutien à H.R. C.E.	42,50
C.D.H.R. J.-Staline C	26
2 camarades dont 1 bidasse	100
C.D.H.R. J.-P.-Thimbaud	7
1 camarade	0,50
J. Baillet	250
C.D.H.R. A.-Marty	22,50
Pour l'unification des M.-L. et l'approfondissement de l'unité au sein de H.R. 1 sympathisant	50
C.D.H.R. Stalingrad	168,50
C.D.H.R. Dallidet	14,70
1 camarade	0,70
C.D.H.R. Hô Chi Minh	60
C.D.H.R. E.-Dimitriev	52
1 sympathisante O.R.T.F.	20
1 dessinateur	8
1 camarade	1
A la manif. du 1er mai	14
C.D.H.R. Haplot	20
C.D.H.R. G.-Péri	180
Total de la semaine	5 018,60
Total général utilisé pour le remboursement des dettes de H.R.	444 447,55
A.G.T.A.G.	
Souscription de la semaine	145,50
Secours rouge prolétarien	
Pour reconstruire le Vietnam (A un mariage)	220

AFFICHEZ H. R.

A la session extraordinaire de l'ONU sur les matières premières

force et solidarité du tiers monde


Un combattant gardant la raffinerie de pétrole de Bahreim

La presse a peu parlé de la session extraordinaire de l'ONU sur les matières premières convoquée à l'initiative de l'Algérie. Quand elle l'a fait, ce fut pour souligner l'aspect « chaotique » de la dernière séance (« Le Monde ») ou le « refus des pays capitalistes d'admettre le droit du Tiers-Monde à la pleine souveraineté (« L'Humanité » révisionniste). A les entendre, un coup pour rien, une session de l'ONU de plus, l'affaire est close. Prendraient-ils leurs désirs pour des réalités ?

Car enfin, si la session extraordinaire n'a pas fait des pillards impérialistes et sociaux-impérialistes de doux agneaux — ce n'était pas son but ; elle A REFLETE AVEC ECLAT LA NOUVELLE PRISE DE CONSCIENCE DU TIERS-MONDE, ET L'APPROFONDISSEMENT DE SA LUTTE CONTRE L'IMPERIALISME, LE COLONIALISME ET LE NEO-COLONIALISME, et en particulier contre les deux super-puissances.

Au banc des accusés

Des dizaines et des dizaines de pays des quatre coins d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine, de la Guinée comme de la Gambie, du Maroc comme du Pérou, de la Mauritanie comme du Sri Lanka, s'en sont pris vivement à la pratique impérialiste de *l'échange inégal* qui fait que depuis des années, les pays riches deviennent plus riches, les pays pauvres plus pauvres.

« *Le vieux système colonialiste de la domination honteuse et de l'exploitation a persisté — cette fois sous une forme plus subtile encore* », a affirmé, en autres déclarations, le représentant du Ghana. En 1954, son pays produisait 210 000 tonnes de cacao, qui rapportaient 85,5 millions de livres sterlings. En 1964, 590 000 tonnes qui rapportaient 77 millions de livres... Dans le même temps un camion de 5 tonnes coûte dix fois plus cher...

Pillage économique et ingérence politique ont été durement attaqués. Comme le système monétaire international dont les pays du Tiers-Monde font les frais. Et tout autant enfin le mythe de « l'aide » des pays riches qui n'est qu'une forme plus subtile du pillage.

Au banc des accusés, les deux super-puissances, qui exploitent le Tiers-Monde, par l'exportation du capital comme par le contrôle de la production des matières premières, et rivalisent ouvertement — ou secrètement — pour le contrôle des matières premières. (Cf. H.R. n° 227).

Echec aux manœuvres et aux pressions

Aussi leurs manœuvres et leurs pressions pour contrecarrer la volonté unanime du Tiers-Monde ont-elles fait long feu.

Kissinger a proféré des menaces d'une prétendue « économie mondiale globale » et de « l'interdépendance nécessaire », Kissinger a refusé « notion du Nord riche et du Sud pauvre » ajoutant que :

« *L'organisation d'un groupe donné de pays en tant que bloc aurait tôt ou tard comme effet le fait que les victimes potentielles s'organisent à leur tour en contre-bloc* ».

Voilà qui est clair !

Gromyko a tenté de manier l'illusion et la tromperie. D'accord en paroles sur tout — la souveraineté du Tiers-Monde, l'égalité entre les pays, etc., — il a refusé, lui aussi, la division en pays riches et pays pauvres — « *concept erroné* » selon lui ; puis a indiqué que les « *intérêts de tous les pays devaient être totalement sauvegardés* » ; et du même coup sa fameuse « *division internationale du travail* » est apparue ressembler comme une sœur à « l'économie globale mondiale » et à l'interdépendance de Kissinger !

C'étaient pour les « belles phrases ». Les manœuvres de couloir, pressions politiques et économiques, menaces à peine voilées n'ont pas eu plus d'effet, qu'elles viennent de Washington ou de Moscou. Pinaillages de mots pour édulcorer le texte, bataille d'amendements pour changer un abjectif, ajouter la camelote sur la détente ou le désarmement, tactiques pour renvoyer à une autre session la question des céréales, ou pour retarder la séance de clôture — « la classe ouvrière ne travaille pas le 1er mai » a dit le représentant soviétique — tout cela n'a servi de rien. Le « groupe des 77 », pays du Tiers-Monde à l'initiative des Résolutions finales, a tenu bon. Et, à plusieurs reprises, les représentants sociaux-impérialistes ont été accusés de « faire de l'obstruction » !

Autant de « petits faits » qu'en disent long sur l'ISOLEMENT des deux super-puissances, au cours de cette session extraordinaire. On comprend aussi la discrétion de la presse révisionniste à ce sujet !

Qui dépend de qui dans le monde ?

Deux textes ont été adoptés à l'issue de la session et notamment une « *déclaration pour un nouvel ordre économique international* » qui affirme :

— *la souveraineté* de chaque pays sur ses ressources, son droit au contrôle et à la nationalisation du capital étranger,

— le principe de *l'égalité* de tous les états dans la résolution des problèmes économiques mondiaux,

— le droit à la *création d'association de pays producteurs de matières premières,*

— la nécessité d'un changement du système monétaire international.

Est-ce à dire que tout est réglé ? Pas du tout. C'est un *long processus de luttes* ardues qui mettront en échec l'impérialisme, le néo-colonialisme et en particulier les deux super-puissances. Certains passages du texte adopté lui-même, ouvrent la possibilité d'interprétations impérialistes.

Mais là n'est pas l'essentiel, sans aucun doute ; l'essentiel c'est la prise de conscience nouvelle que la session révèle. Fin 1973, en réduisant leur production de pétrole, pratiquant l'embargo et en élevant leur prix, dans *l'unité*, les pays arabes et tous les pays exportateurs de pétrole ONT FAIT LA PREUVE DE L'IMMENSE FORCE DU TIERS-MONDE. Ils ont montré, que, en définitive, ce n'est pas le Tiers-Monde qui dépend des pays impérialistes, mais bien au contraire, *l'impérialisme qui dépend du Tiers-Monde.* Déjà d'autres pays producteurs s'associent ou s'apprêtent à le faire, pour le café, le cuivre, la bauxite (mars 74). De nombreux combats viendront pour le Tiers-Monde, dans une lutte prolongée et difficile. Saluons aujourd'hui la prise de conscience de sa force et de sa solidarité.

Camille GRANOT.

Chassez le naturel... il revient au galop

Gromyko et ses acolytes se sont répandus en bonnes paroles sur « l'aide » soviétique, son caractère désintéressé, etc.

La « Pravda » quant à elle, dit plus crûment les choses ; ainsi :

« *C'est une erreur de considérer l'aide à l'étranger comme une sorte d'aumône ou de perte d'argent.. Une telle aide n'est pas gratuite comme certains camarades le pensent...* ».

Sous la plume de *Skatchkov*, président du Comité d'état des relations économiques extérieures : (La Pravda du 29 mars 73) :

« *Pour payer les aides économiques et techniques de l'U.R.S.S., les pays en voie de développement pourvoient notre pays en marchandises importantes et nécessaires comme les minerais non-ferreux de haute teneur, le pétrole, le gaz naturel, le coton à longue fibre, le caoutchouc naturel, les fourrures, les huiles, le cacao, le café...* »

Et encore :

« *Les devises étrangères que les pays en voie de développement nous procurent en nous remboursant leurs prêts, ne cessent d'augmenter d'année en année, ce qui constitue une contribution à la balance des revenus et des dépenses internationales soviétiques* ».

Quant au respect de la « *souveraineté* » de chaque état sur ses richesses naturelles..., c'est une formule, et rien de plus à leurs yeux...

« *Bien que le pétrole arabe — formellement — soit la propriété des Arabes, en réalité, il est une propriété internationale, il est un produit dont dépendent la vie du monde moderne et ses industries* ».

On ne peut chasser le « naturel » impérialiste... il revient au galop !

1 jeep U.S. vaut	1954 14 sacs de café	1969 43 sacs de café
1 tracteur vaut	1952 8 ou 10 balles de coton africain	1972 25 balles de coton africain
Par contre, 1 tonne de caoutchouc naturel vaut	1955 6.39 t papier	1972 2.13 t
1 camion soviétique vaut	1969 2 t de cacao africain	1971 6 t de cacao africain

Directeur de publication : Suzanne MARTY — C.P.P.P. N° 47291 — Distribution N.M.P.P. — Imprim. N.P.P., 35 rue de Bagnolet, 75020 PARIS — Dépôt légal : 2e trimestre 1974.